

Enquête sur les besoins des citoyens et leur compréhension du système politique haïtien

Avril 2024



poli**ci**té

 **Internews**
Local voices. Global change.

Enquête sur les besoins des citoyens et leur compréhension du système politique haïtien

Avril 2024



Table des matières

I. Résumé de l'enquête ⁴

Administration de l'enquête ⁴

Contexte de l'enquête ⁵

Contexte économique ⁵

Contexte social ⁶

Taux de participation électorale ⁶

II. Résumé des principales conclusions ⁷

III. Résumé des résultats de l'enquête ⁹

IV. Méthodologie ¹⁵

Objectifs de l'enquête ¹⁵

Échantillonnage ¹⁵

Les méthodes de collecte des données ¹⁵

Questionnaire ¹⁵

Les limites de l'enquête ¹⁵

V. Les résultats de l'enquête ¹⁶

Sources d'information ²⁵

Sources d'information fiables ²⁵

Besoins en informations ²⁶

Recommandations aux journalistes ²⁶

VI. Recommandations ²⁷

Éducation et information des électeurs ²⁷

Processus électoral ²⁷

VII. Remerciements ²⁸

VIII. Annexes ²⁸

I. Résumé de l'enquête

Internews et Policité ont mené une enquête sur les besoins des citoyens et leur compréhension du système politique en Haïti, entre novembre 2023 et février 2024. Elle visait à mieux comprendre les perspectives et l'intérêt des Haïtiens pour le système politique et à identifier les facteurs qui entravent la participation citoyenne aux élections en Haïti. Le rapport qui suit présente et analyse les résultats de cette enquête. Les données ont été collectées par le biais d'une enquête menée en ligne et en personne, entre le 2 et le 30 janvier 2024, dans les dix (10) départements d'Haïti. L'enquête visait à collecter les opinions des citoyens sur : le système politique haïtien, le processus électoral, les niveaux de participation, les besoins sociétaux et l'accès à l'information. En plus de l'identification des facteurs clés susceptibles de limiter l'engagement civique lors des prochaines élections haïtiennes, l'analyse qui suit fournit également des informations exploitables pour éclairer la prise de décision et la programmation de divers acteurs haïtiens et internationaux.

Administration de l'enquête

L'enquête a été administrée en créole haïtien à l'aide d'un questionnaire composé de 31 questions fermées. Ces questions portent sur des sujets liés au système politique haïtien, au système électoral, aux élections, aux besoins fondamentaux des citoyens et aux besoins d'information, ainsi qu'à la participation civique. Seize (16) enquêteurs expérimentés ont suivi une formation et ont été affectés dans différentes régions et des départements en Haïti pour les enquêtes en personne. Ils ont interrogé des personnes sélectionnées au hasard dans des catégories prédéfinies, comme il est expliqué dans la méthodologie de ce rapport. Les catégories ont été conçues pour assurer une représentation équitable des personnes issues des différentes régions du pays : celles vivant dans les zones rurales, urbaines ou périurbaines, les différents sexes, les divers groupes d'âge et les différents milieux socio-économiques. Dans le but d'atteindre une population plus large, y compris les Haïtiens à mobilité réduite (en raison d'un handicap, de l'âge ou de la sécurité) et ceux qui vivent dans les zones rurales et périurbaines, l'enquête comportant les mêmes questions a été distribuée en ligne par l'intermédiaire d'un lien KoboToolbox¹. Au total, 2 853 personnes ont répondu à l'enquête, dont 1 167 (41 %) en ligne et 1 686 (59 %) en personne.

Notes

1. KoboToolbox est une suite d'outils utilisée pour la collecte de données sur le terrain dans des environnements difficiles. Le logiciel est gratuit et open source.

Contexte de l'enquête

L'enquête sur les besoins des citoyens et leur compréhension du système politique en Haïti a été menée dans le contexte d'une crise politique prolongée et d'une violence croissante en Haïti. La plupart des institutions démocratiques (y compris la Présidence et le Parlement) ne fonctionnent pas. En Haïti, aucun élu n'est en fonction depuis 2020. La dernière élection présidentielle a eu lieu le 20 novembre 2016, avec un taux de participation d'environ 20 %. Le dernier Président a été élu avec environ 600 000 voix dans un pays qui compte plus de 11 millions d'habitants, ce qui indique un manque de participation électorale.²

Depuis juillet 2021, après l'assassinat du Président Jovenel Moïse, un Premier Ministre intérimaire, Ariel Henry, dirige le pouvoir exécutif sans Président. Cette situation met en évidence une grave lacune en matière de leadership. Au moment de la rédaction de ce rapport, le Premier Ministre Ariel Henry a annoncé son intention de démissionner et de transférer le pouvoir à un Conseil Présidentiel (C.P) de transition, composé de neuf représentants d'une majorité de partis politiques, d'organisations de la société civile, d'une coalition d'acteurs politiques et du secteur privé. Une fois établi, le C.P choisira un Premier Ministre et un nouveau gouvernement sera mis en place. Les membres des gangs contrôlent toujours de nombreux quartiers de la capitale et entendent être associés à toute solution trouvée. Aucune élection n'a été programmée, ce qui continue de limiter les droits des citoyens à la représentation et à la participation au processus démocratique.

Bien qu'ayant formellement adopté la démocratie en 1987, Haïti a toujours été confronté à des défis pour rendre ses systèmes démocratiques opérationnels, notamment en raison de la corruption, de l'impunité et du non-respect de la constitution haïtienne. Le pays a enregistré des années consécutives de croissance économique négative alors que la situation économique était déjà désastreuse, faisant craindre une famine ou d'autres crises humanitaires, 41% de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle (PNUD)³. Le pays est également confronté à sa pire crise sécuritaire depuis des années, couplée à une crise humanitaire qui se développe avec 362 000⁴ personnes déplacées à l'intérieur du pays et 4,3 millions⁵ de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Contexte économique

Le pays a connu une croissance économique négative continue, au cours des cinq dernières années⁶. Depuis 2019⁷, il n'y a pas eu de croissance économique positive alors que 41 % de la population vit dans une pauvreté multidimensionnelle, selon le PNUD⁸. Les dirigeants du pays n'ont pas encore été en mesure de remédier aux circonstances structurelles et occasionnelles qui affectent la stabilité économique et favorisent la croissance. L'instabilité sociopolitique et la volatilité de la situation sécuritaire ont parfois paralysé les activités économiques, obligeant certaines entreprises à fermer.

2. "Profil du pays : Haïti". Guide électoral de l'IFES, <https://www.electionguide.org/countries/id/94/>. Consulté le 10 décembre 2023.
3. Rapports sur le développement humain. (2023). Indice de pauvreté multidimensionnelle 2023 : Unstacking global poverty. Consulté sur <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf> le 10 mars 2024.
4. Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2024, 9 mars). Des vagues de violence s'abattent sur Port-au-Prince en Haïti, provoquant le déplacement de milliers de personnes [Communiqué de presse]. Extrait de <https://reliefweb.int/report/haiti/waves-violence-storm-port-au-prince-haiti-further-displacing-thousands>.
5. Programme alimentaire mondial. (Janvier 2024). Haïti. Extrait de <https://www.wfp.org/countries/haiti>
6. Gary, C. L. (2023, 29 décembre). Avec un PIB négatif (-1,9%), l'économie haïtienne enregistre une nouvelle contraction pour l'année 2023. Le Nouvelliste. Consulté sur le site <https://lenouvelliste.com/article/246143/avec-un-pib-negatif-19-leconomie-haitienne-enregistre-une-nouvelle-contraction-pour-lannee-2023>
7. Banque mondiale. (n.d.). DataBank : Indicateurs du développement mondial. Extrait de <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
8. Rapports sur le développement humain. (2023). Indice de pauvreté multidimensionnelle 2023 : Unstacking global poverty. Extrait de <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

Contexte social

Les gangs contrôlent une grande partie des départements de l'Ouest et de l'Artibonite, occupant des zones d'entrée stratégiques vers différentes régions, y compris dans la capitale Port-au-Prince. Les fréquentes guerres de gangs et les enlèvements ont fait de nombreuses victimes et augmenté le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) devrait passer à 362 000⁹ en 2024. La crise humanitaire actuelle en Haïti, où 4,3¹⁰ millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire, est encore compliquée par le grand nombre de personnes déplacées. En outre, un grand nombre d'Haïtiens ont fui le pays pour se réfugier dans des pays voisins tels que la République dominicaine, ainsi que d'autres pays d'Amérique latine, les États-Unis et le Canada. De plus, Haïti reste également très vulnérable aux catastrophes naturelles telles que les ouragans et les tremblements de terre.

Taux de participation électorale

La participation électorale et la participation des citoyens au processus électoral sont des indicateurs de la santé et de la stabilité d'une démocratie. L'un des trois indicateurs de la performance démocratique est la participation¹¹. Elle comprend : la participation électorale, l'adhésion à des partis politiques et l'engagement dans d'autres activités civiques. Une faible participation électorale implique une faible ou une non-participation des personnes qui n'ont pas d'autres moyens de participer ou d'influencer la vie politique¹².

En Haïti, les contestations électorales sont récurrentes. Lors des dernières élections en 2016, 108 partis politiques¹³ ont été ratifiés par le Conseil électoral et 107¹⁴ ont proposé des candidats aux élections. En juin 2016, les autorités électorales ont annulé les résultats du scrutin présidentiel pour cause de fraude¹⁵. Depuis la fin de la dictature en 1986, chaque élection a donné lieu à des contestations et à des litiges¹⁶, à l'exception des élections de 1990¹⁷. La faible participation des électeurs peut exacerber ce phénomène, car les chercheurs suggèrent qu'elle peut saper la légitimité de la démocratie et le résultat de l'élection.^{18 19}

Les raisons de la faible participation électorale sont diverses et comprennent des facteurs sociodémographiques^{20 21}, économiques et politiques, ainsi que des facteurs institutionnels et individuels²². Ces facteurs peuvent être : l'âge, l'éducation, les difficultés au vote, l'alphabétisation, le manque de confiance dans le processus ou la perte de confiance dans le système politique, la polarisation et la socialisation, la couverture médiatique, etc. Selon les chercheurs Harder et Krosnick, «le comportement d'un citoyen en matière de participation est une fonction conjointe de sa situation sociale, de ses dispositions psychologiques, des procédures de vote et des événements qui se produisent au moment de chaque élection»²³. L'étude de 2016 de l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) fournit une liste complète de facteurs basés sur des preuves empiriques qui peuvent expliquer la faible participation électorale en Haïti.²⁴

9. Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2024, 9 mars). Des vagues de violence s'abattent sur Port-au-Prince en Haïti, provoquant le déplacement de milliers de personnes [Communiqué de presse]. Extrait de <https://reliefweb.int/report/haiti/waves-violence-storm-port-au-prince-haiti-further-displacing-thousands>
10. Programme alimentaire mondial. (Janvier 2024). Haïti. Extrait de <https://www.wfp.org/countries/haiti>
11. Powell, G. B. (1982). Démocraties contemporaines : Participation, stabilité et violence. Harvard University Press.
12. Lijphart, A. (1998). Le problème de la participation électorale faible et inégale - et ce que nous pouvons faire pour y remédier. (No. 13).
13. Haiti Libre (n.d.). Conseil Electoral Provisoire : Liste partielle des partis et regroupements politiques agréés [PDF document]. Consulté sur : <https://www.haitilibre.com/docs/cep-liste-108.pdf>
14. Pierre, M., & COSFIPP. (2018, March 21). Financement des partis politiques : une étape importante vers la normalisation de la vie politique en Haïti [Document]. Consulté sur : https://issuu.com/mathiaspierre5/docs/financement_21_mars_2018
15. France 24 (2016, 7 juin). Haïti annule le résultat de l'élection présidentielle, fixe une nouvelle date d'élection. Tiré de <https://www.france24.com/en/20160607-haiti-annuls-presidential-poll-result-sets-new-election-date>
16. Bertelsmann Stiftung. (2024). Country Report: Haïti. Extrait de <https://bti-project.org/en/reports/country-report/HTI>
17. Hurbon, L., et al. (2014). Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti. International IDEA. Retrieved from <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/les-partis-politiques-dans-la-construction-haiti.pdf>
18. Cavanagh, T.E., 1981. Changes in American voter turnout. Political Science Quarterly 96, 53e65.
19. Salisbury, R.H., 1975. Research on political participation. American Journal of Political Science 19, 323e341
20. Wolfinger, R. E., & Rosenstone, S. J. (1980). Who Votes? New Haven, CT: Yale University Press.
21. Blais, A. (2000). Voter ou ne pas voter ? Les mérites et les limites du choix rationnel. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.
22. Solijonov, A. (2016). Tendances de la participation électorale dans le monde. Stockholm, Suède : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. [document PDF].
23. Harder, J. et Krosnick, J. A. (2008). Pourquoi les gens votent-ils ? A psychological analysis of the causes of voter turnout. Journal of Social Issues, 64(3), 525-549.
24. Solijonov, A. (2016). Tendances de la participation électorale dans le monde. Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. Extrait de <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/voter-turnout-trends-around-the-world.pdf>

II. Résumé des principales conclusions

Les élections

Participation électorale

- Seuls 29% des répondants disent vouloir voter aux prochaines élections : susceptibles de voter (16%) ; certains de pouvoir voter (13%).
- 21% des personnes interrogées disent vouloir voter en fonction de la situation sécuritaire. Le pourcentage est de 22,20% pour les femmes. La sécurité est également le besoin le plus pressant identifié par les répondants (89%).

Carte d'Identification Nationale (CIN) (Carte Dermalòg

- 91 % des personnes interrogées possèdent une carte d'électeur.
- Les répondants moins éduqués montrent moins d'intérêt pour l'obtention d'une carte d'électeur. Les répondants qui ne sont pas intéressés par l'obtention de la carte d'électeur n'ont pas d'éducation formelle (25 %) ou ont terminé l'école primaire (20,83 %)
- 64,4 % des répondants pensent que la procédure d'obtention d'une carte d'électeur n'est pas bonne, dont 30,6 % qui pensent qu'elle n'est «pas bonne du tout» et 33,8 % qui pensent qu'elle n'est «pas trop bonne.»

Le Système électoral

- Moins de 2 % des personnes interrogées ont confiance dans la manière dont les élections sont organisées dans le pays.
- 88,6 % de l'ensemble des répondants pensent que la façon dont les élections sont traditionnellement organisées en Haïti est mauvaise ; 61,65% disent qu'elle n'est « pas bonne du tout », tandis que 26,95% disent qu'elle n'est « pas très bonne. »
- 93% des personnes interrogées ne font pas confiance au système électoral.

Démocratie

Démocratie

- Environ 70% des répondants croient en la démocratie, 14,51% indiquant ne pas y croire du tout.
- 48,9 % des personnes interrogées croient en la démocratie en tant que concept général, mais pas telle qu'elle est pratiquée en Haïti.
- 48,76% des répondants pensent avoir une certaine connaissance ou une connaissance complète de la démocratie.

Le système politique haïtien

Système politique

- 49,84% des répondants indiquent qu'ils ne comprennent pas du tout le fonctionnement de l'État.
- Seuls 32% des répondants peuvent faire la différence entre la Juridiction de la Cour de Cassation et le Conseil Supérieur de la magistrature.
- 66 % des répondants déclarent connaître les trois (3) branches du pouvoir.

Participation citoyenne

Participation citoyenne

- 54 % des personnes interrogées ne sont pas intéressées par le bénévolat pour un parti politique ou un candidat.
- 52 % des personnes interrogées ne sont pas intéressées à participer à une marche (pacifique), un sit-in ou une manifestation.
- 35 % des répondants aimeraient participer à une consultation publique, 30,51 % ne sont pas intéressés et environ 34 % ont déjà participé à une consultation.
- Les personnes interrogées indiquent que le facteur le plus important dans l'évaluation des candidats politiques reste leur programme politique.
- À la question de savoir ce qui pourrait les motiver à s'engager davantage dans des activités civiques et politiques, les deux principales réponses des personnes interrogées sont : l'amélioration de la sécurité (66,46 %) ; et une plus grande transparence et des informations dignes de confiance de la part du gouvernement (50,75 %).

Appartenance à un parti politique

- 47% des personnes interrogées n'ont aucune affiliation ou idéologie politique.
- 23% adhèrent à une idéologie politique.
- Seulement 7% sont membres d'un parti politique.
- 44% des répondants connaissent quelqu'un impliqué dans la politique haïtienne.

Les besoins des citoyens

Besoins

- Sécurité : 89,06 % ; Services de santé et accessibilité : 70,38 % ; Possibilités d'emploi et sécurité de l'emploi : 72,49 % sont les besoins les plus urgents selon les répondants.

Domaine d'actions. Besoins en informations

Besoins en informations

- La plupart des gens donnent la priorité à la compréhension de la réponse du gouvernement aux événements ou problèmes actuels comme principal besoin d'information avant une élection.
- La radio est la source d'information politique et électorale la plus populaire chez les répondants, suivie par la télévision et les médias en ligne.
- La radio est la source d'information sur la politique et les élections la plus fiable selon eux.
- Les médias en ligne inspirent moins confiance que la presse écrite en matière d'informations politiques et électorales.
- Les personnes interrogées apprécient fortement le journalisme d'investigation comme le moyen le plus efficace pour les journalistes de fournir des informations sur la société et la politique.
- Les personnes interrogées considèrent également les émissions éducatives comme un besoin d'information essentiel.

III. Résumé des résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête indiquent un manque de confiance général dans l'organisation des élections en Haïti. Les gens ont une perception négative du système électoral et du processus d'inscription sur les listes électorales. Pourtant, les personnes interrogées croient encore en la démocratie en tant que concept général, et la plupart d'entre elles possèdent une carte d'électeur (il convient de noter ici que cette carte d'identité est essentielle pour d'autres fonctions en Haïti, de sorte que sa possession n'indique pas nécessairement la volonté ou le désir d'aller voter). Le besoin le plus pressant des citoyens est la sécurité, et en termes de besoins d'information liés à la politique et aux élections dans le pays, ils expriment le souhait d'avoir plus de reportages et d'analyses sur les affaires courantes. Ils indiquent également la nécessité d'un plus grand nombre de reportages d'investigation sur la situation actuelle et le gouvernement. Les principales conclusions de l'évaluation sont résumées ci-dessous : ...

1. Les élections : taux élevés de détenteurs de carte d'électeurs et faibles attentes en matière de vote

93% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir confiance dans le système électoral haïtien. Le pourcentage est presque identique entre les répondants en ligne (92,55%) et en personne (93,78%). Sur les dix (10) départements étudiés, dans huit (8) d'entre eux, plus de 90% des répondants ont indiqué qu'ils n'avaient pas confiance dans le système politique ; dans la Grand'Anse, ce chiffre était le plus élevé avec 99%. Notamment, c'est dans le Nord-Ouest que l'on trouve le plus grand nombre de personnes qui disent avoir confiance dans le système électoral, soit 8%.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils possédaient ou non une carte d'électeur, 91% des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. 88,32% des personnes interrogées dans les zones rurales ont leur carte d'électeur, contre 91,61% dans les zones urbaines et 91,02% dans les zones périurbaines. 94% des répondants qui sont certains de voter ont déjà leur carte d'électeur. 96,95% des répondants du Nord-Est ont leur carte d'électeur, le pourcentage le plus élevé de tous

les départements. L'Artibonite a le pourcentage le plus bas de répondants ayant une carte d'électeur, soit 83,82%. Les répondants de l'Artibonite qui n'ont pas de carte d'identité déclarent que cela est principalement dû à « d'autres raisons » (8,82%) et à des problèmes d'accès (4,04%). L'Artibonite est le deuxième département du pays en termes de superficie et de population.

Seuls 13,42% de l'ensemble des répondants sont certains de voter lors des prochaines élections, et 15,63% sont susceptibles de voter. La majorité des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne voteraient pas lors des prochaines élections (15,77%), tandis que d'autres ont déclaré qu'elles ne voteraient jamais (9,50%), qu'il est peu probable qu'elles votent (20,08%) ou qu'elles décideront en fonction de la situation en matière de sécurité (21,17%). D'autres facteurs, tels que la distance pour aller au centre de vote (4,07%), ou la météo (le jour des élections) (0,35%), ont également été choisis par les personnes interrogées comme facteurs influençant leur probabilité de voter.

L'Artibonite est le département où la plupart des ré-

pondants sont certains de voter (23,5%), suivi des Nippes (22,92%) et du Sud-Est (21,92%). Alors que seulement 19,53% des répondants du Nord-Ouest sont certains de voter, 37,21% sont susceptibles de voter, ce qui en fait le département où le pourcentage de répondants envisageant de voter aux prochaines élections est le plus élevé lorsque l'on combine les deux catégories.

La Grand'Anse (4,41%), le Sud (5,49%) et le Nord-Est (6,09%) sont les régions ayant le plus faible pourcentage de répondants certains de voter. Même si l'on tient compte du pourcentage de répondants qui sont seulement susceptibles de voter, les résidents de ces départements sont toujours les moins susceptibles de voter : Grand'Anse (11,27%) ; Sud (15,69%), et Nord-Est 14,72%).

Une majorité significative des personnes interrogées, 88,6%, pensent que la manière traditionnelle de conduire les élections en Haïti n'est pas bonne. Parmi eux, 61,65% pensent qu'elle n'est pas bonne, et 26,95% pensent qu'elle n'est « pas trop bonne ». 59,13% des personnes interrogées en personne ont déclaré qu'elle n'était « pas bonne du tout » contre 65,30% en ligne, et 29,18% en personne ont déclaré qu'elle n'était « pas trop bonne » contre 23,74% des personnes interrogées en ligne, respectivement.

Le département du Nord a le pourcentage le plus élevé de personnes qui pensent que la façon dont les élections sont menées n'est « pas bonne du tout » (75%), suivi par la Grand'Anse (69,61%) et l'Ouest (68,45%). Avec seulement 6,05%, le Nord-Ouest a le pourcentage le plus élevé de répondants qui pensent que la façon dont les élections sont

organisées est « bonne », dont 5,58% qui pensent qu'elle est bonne et 0,47% qui pensent qu'elle est « très bonne ».

Une majorité écrasante, 90,46%, des répondants de la tranche d'âge 25-34 ans pensent que la façon dont les élections sont organisées dans le pays « n'est pas bonne », suivie par 89,75% dans la tranche d'âge 35-44 ans. Aucun répondant du groupe d'âge des 64 ans et plus n'a indiqué qu'il pensait que la façon dont les élections sont menées était « bonne ». Le pourcentage le plus élevé de répondants qui pensent que la façon dont les élections sont organisées est « bonne » se trouve dans la tranche d'âge 18-24 ans, mais il reste faible avec 1,52%. Ce dernier chiffre n'est peut-être pas représentatif, car ce groupe d'âge n'a jamais voté en raison de son âge mineur en 2016.

Quel que soit le lieu de résidence, la plupart des répondants pensent que la manière dont les élections sont organisées n'est pas « bonne », et le pourcentage est presque identique pour les répondants vivant en milieu rural (88,07%), urbain (88,62%) et périurbain (88,81%). Les hommes sont légèrement plus nombreux à penser que la manière dont les élections se déroulent n'est « pas bonne », soit 90,09% (59,41% « pas bonne du tout » et 30,68% « pas trop bonne »), contre 86,95% pour les femmes (64,16% « pas bonne du tout » et 22,79% « pas trop bonne »). En ce qui concerne le niveau d'éducation et la perception de la manière dont les élections se déroulent, le pourcentage de personnes qui pensent que les élections ne sont pas bonnes est le plus élevé parmi les répondants titulaires d'un doctorat (94,44%), suivi d'un master (93,46%) et d'une licence (92,55%).

Le pourcentage de répondants qui pensent que la manière

dont les élections sont organisées n'est pas bonne est le plus faible parmi les personnes sans éducation formelle, mais il reste très élevé avec 80%, et 82,83% pour ceux qui ont suivi l'éducation primaire mais ne l'ont pas achevée. Pour les données relatives au profil des participants, voir : *Annexe 2 : Profil démographique des répondants au à l'enquête*.

2. Démocratie : les citoyens haïtiens croient en la démocratie, mais pas en la démocratie haïtienne (comme elle est pratiquée en Haïti).

Environ 70% des personnes interrogées croient en la démocratie en tant que concept général, dont 48,9% qui y croient mais pas telle qu'elle est en Haïti. Le pourcentage de personnes interrogées en personne qui croient en la démocratie est de 59% contre 84,92% pour les personnes interrogées en ligne. Cet écart pourrait être dû aux différences de niveau d'éducation entre les personnes interrogées en personne et celles interrogées en ligne. Pour les données relatives au profil des participants, veuillez consulter l'Annexe 2 : Profil démographique des répondants.

Plus de répondants dans le département de l'Ouest croient en la démocratie (84,05%), mais 60% ne croient pas en la démocratie telle qu'elle est pratiquée en Haïti. Le Nord-Est a le deuxième pourcentage le plus élevé, avec 78% de répondants qui croient en la démocratie, dont 54% qui n'y croient pas telle qu'elle est en Haïti. La région qui a le plus faible pourcentage de personnes qui disent croire en la démocratie est le Nord-Ouest, avec 34,42% (23,26% en général et 11,16% oui, mais pas telle qu'elle est en Haïti).

Le Sud-Est a le pourcentage le plus élevé de répondants

qui disent « jamais » (10%) et « non » (20%) lorsqu'on leur demande s'ils croient en la démocratie²⁵. L'Ouest est la région qui compte le plus grand nombre de répondants croyant en la démocratie, avec 84,05%. La croyance en la démocratie est plus élevée dans le groupe d'âge 25-34 ans avec 76,68% et dans le groupe d'âge 35-44 ans avec 72,36%, suivi par le groupe d'âge 18-24 ans avec 71,16%. Le pourcentage le plus bas se trouve dans le groupe d'âge des 65 ans et plus, avec 44,21%. Parmi les personnes interrogées qui déclarent qu'elles ne feront jamais confiance aux pratiques de la démocratie, 60% sont des femmes. Parmi ceux qui disent oui, ils croient en la démocratie, 39% sont des femmes. Parmi ceux qui croient en la démocratie mais pas telle qu'elle est en Haïti, 52% sont des hommes.

55,72% des personnes interrogées en milieu rural disent croire en la démocratie en général, tandis que 39,66% ne croient pas en la démocratie telle qu'elle est en Haïti. 71,27% des répondants vivant en ville croient en la démocratie, et 48,72% n'y croient pas telle qu'elle est en Haïti.

48,91% des répondants vivant en milieu rural affirment avoir un certain niveau de compréhension de la démocratie (20,68% comprennent assez bien, 17,52% bien, 10,71% très bien) par rapport à 69,77% en milieu urbain (17,92% comprennent assez bien, 24,18% bien, 27,67% très bien).

Plus de répondants qui vivent dans l'Ouest (89%), suivi du Nord-Est (71,06%) et de l'Artibonite (70,87%), affirment avoir un certain niveau de compréhension de la démocratie par rapport aux autres départements. Le Nord-Ouest (31,12%) et les Nippes (34,37%) sont les départements où le pourcentage de personnes exprimant un certain niveau de compréhension

25. L'intention de proposer les deux options « jamais » et « non » était d'évaluer les convictions des participants à l'égard de la démocratie sous le gouvernement actuel, par rapport à une situation à plus long terme.

de la démocratie est le plus faible. Les répondants du groupe d'âge 25-34 indiquent avoir le plus haut niveau de compréhension de la démocratie avec 75,16%, suivi par le groupe d'âge 35-44 avec 70,73%, tandis que le pourcentage le plus bas se trouve dans le groupe d'âge 64 et plus avec 32,63%.

Parmi les personnes interrogées, 63% des femmes disent comprendre la démocratie (Oui, je la comprends un peu 18,14% ; Oui, je la comprends 22,05% ; Oui, je la comprends tout à fait 23,01). 70,59 % des hommes disent comprendre la démocratie (Oui, je la comprends un peu 18,55 % ; Oui, je la comprends 25,92 % ; Oui, je la comprends tout à fait 26,12 %). 66,89% des femmes croient en la démocratie, et 49,56% n'y croient pas telle qu'elle est en Haïti. 72,67% des hommes croient en la démocratie et 48,29% n'y croient pas telle qu'elle est en Haïti.

Lorsqu'on leur demande s'ils pensent que les hommes politiques peuvent gagner les élections et apporter des changements positifs au pays, 37,61% des répondants répondent oui, 7,43% répondent «jamais», 27,58% répondent «non» et 27,37 répondent «je ne sais pas». Les répondants âgés de 25 à 34 ans sont les plus nombreux à penser que les hommes politiques peuvent gagner les élections et apporter des changements positifs au pays (42,40 %). La tranche d'âge des 65 ans et plus est celle qui a le pourcentage le plus bas (24,21 %). Les 65 ans et plus sont également le groupe où le pourcentage de personnes ayant répondu «jamais» à la question de savoir si les politiciens peuvent gagner les élections et apporter des changements positifs au pays est le plus élevé (14,74 %), suivi par les 55-64 ans (14,69 %). Les 55-64 ans ont également le deuxième plus faible pourcentage de répondants qui pensent

que les hommes politiques peuvent gagner les élections et apporter des changements positifs au pays.

Ils ont le plus faible pourcentage de répondants qui croient en la démocratie et qui sont certains de voter. 43,74% des hommes pensent que les hommes politiques peuvent gagner les élections et apporter des changements positifs, contre 30,90% des femmes. Ce pourcentage est plus élevé pour les répondants vivant dans les zones urbaines (40,40%) que pour les répondants vivant dans les zones rurales (30,41%). 50,25% des répondants titulaires d'une licence ont répondu par l'affirmative, contre 15% des répondants sans éducation formelle, catégorie dans laquelle le pourcentage de répondants ayant répondu par l'affirmative est le plus faible. Les répondants sans éducation formelle ont également le plus faible pourcentage de répondants qui croient en la démocratie en fonction du niveau d'éducation (16,11%), et moins de 8% d'entre eux sont certains de voter.

3. Le système politique haïtien

La majorité (49,84%) des personnes interrogées ont déclaré ne pas comprendre le fonctionnement de l'État en Haïti. Seuls 32% des répondants ont été capables de faire la différence entre la juridiction de la Cour de Cassation et celle du Conseil Supérieur de la Magistrature. Il est important de le souligner car la Cour de Cassation et le Conseil Supérieur de la Magistrature sont deux des entités les plus importantes du système judiciaire en Haïti. La Cour de Cassation est l'équivalent de la Cour Suprême des États-Unis, et le Conseil supérieur est une entité qui peut décider qui peut être juge ou non, entre autres choses. La différence entre ces deux entités est importante

et les résultats montrent une méconnaissance évidente des fondements du système politique haïtien.

Cependant, 66% des personnes interrogées ont déclaré connaître les trois branches du pouvoir. Le niveau d'éducation a joué un rôle dans les réponses des personnes interrogées quant à leur connaissance de la différence entre les branches du pouvoir, puisque 8,89% et 33,33% des personnes interrogées n'avaient pas suivi d'éducation formelle ou venaient juste de terminer l'école primaire respectivement. Pour les personnes interrogées ayant terminé le secondaire, le pourcentage était supérieur à 90%. En outre, il existe une différence notable entre les répondants vivant en zone urbaine (71,91%) et ceux vivant en zone rurale (53,04%).

4. Engagement citoyen

Sur l'ensemble des répondants, 35% ont exprimé leur intérêt à participer à une consultation publique. 54% des répondants n'ont pas manifesté d'intérêt pour le bénévolat en faveur d'un parti politique ou d'un candidat. De même, 52% des personnes interrogées n'ont pas souhaité participer à une marche, un sit-in ou une manifestation. Parmi les personnes interrogées, 24,15 % vivant en zone rurale ont répondu qu'elles participaient toujours à des manifestations, contre 32,59 % vivant en zone urbaine. En ce qui concerne l'âge et la participation à une marche ou à une manifestation, c'est dans la tranche d'âge des 18-24 ans qu'elle est la plus faible (23,80 %) et dans celle des 35-44 ans qu'elle est la plus élevée (33,33 %). Là encore, cela peut être dû à leur jeune âge et au fait qu'ils n'ont pas (encore) eu l'occasion de s'impliquer politiquement.

Environ 47% des personnes interrogées n'avaient aucune

affiliation politique ou idéologie, tandis que 7% seulement étaient membres d'un parti politique, sans différence significative selon le sexe.

Motivation à s'engager dans des activités civiques et politiques : À la question de savoir ce qui pourrait les motiver à s'engager davantage dans des activités civiques et politiques, les personnes interrogées ont énuméré les éléments suivants:

1. L'amélioration de la situation sécuritaire du pays (66,46 %)
2. Une plus grande transparence et des informations fiables fournies par le gouvernement (50,75%)
3. Un dirigeant digne de confiance (44,41%)
4. Des efforts accrus de la part des politiciens et des dirigeants communautaires pour réduire la corruption et le favoritisme politique (40,20 %)
5. Efforts accrus de la société civile et des médias pour réduire la corruption et le favoritisme politique (39,96 %)
6. Des politiques et des actions qui ont un impact tangible sur les besoins de ma communauté (34,42 %)
7. Des informations plus accessibles sur les problèmes du pays et les offres politiques des candidats et des partis politiques. (31,09%)
8. Une application plus stricte des lois contre l'intimidation des électeurs et la fraude électorale (29,16%)
9. Campagne d'éducation et des ateliers sur l'engagement civique et les processus politiques (26,92 %)
10. Davantage de possibilités d'implication directe dans la prise de décision politique (26,01 %)
11. Des processus de vote plus pratiques (par exemple : le vote en ligne, des heures de vote plus longues) (22,29 %)
12. Une meilleure représentation (plus de diversité) des

profils, des points de vue et des intérêts des personnes qui participent à la vie politique (19,56 %)

Outils et critères utilisés pour évaluer les candidats : Par ordre de popularité, voici les outils et critères que les répondants utilisent pour évaluer les candidats :

1. Programme politique (70,07%)
2. Parti politique (32,98%)
3. Participation à des événements (29,55%)
4. Recherche de canaux (27,02%)
5. Autres (26,50 %)
6. Actualités à la télévision (24,68%)
7. Bouche-à-oreille (17,49%)
8. L'éducation familiale (16,12 %)
9. Articles de journaux (15,21%)
10. Médias sociaux (12,09%)
11. Commentaires à l'église (4,03%)

5. Les besoins les plus urgents des citoyens

Selon les personnes interrogées, leurs besoins les plus urgents sont les suivants :

- Sécurité 89,06 % ;
- Services de santé et accessibilité 70,38 % ;
- Possibilités d'emploi et sécurité de l'emploi 72,49 % ;
- Nourriture pour leur famille 60,46 % ;
- Éducation et formation de qualité 59,06 % ;
- Accès à l'eau potable et à l'assainissement 55,56 % ;
- Transports et infrastructures 51,10 % ;
- Logement abordable 44,37 % ;
- Protection contre les catastrophes naturelles 41,25 % ;
- Accès au crédit 35,05 % ;

- Représentation politique et gouvernance 29,27 % ;
- Autres 21,49 %.

91,30% des femmes interrogées ont identifié la sécurité comme leur besoin le plus urgent, contre 87,07% des hommes. 73,3% des femmes ont identifié l'emploi parmi leurs besoins les plus urgents, contre 71,73% des hommes. L'accès aux soins de santé est également un besoin plus fréquent chez les femmes que chez les hommes, avec respectivement 73,23% et 67,78%.

La sécurité est le besoin le plus urgent pour 90,18% des répondants des zones urbaines et 88,32% des répondants des zones rurales. Plus de personnes interrogées dans les zones rurales ont identifié les opportunités d'emploi comme un besoin urgent, soit 75,18% contre 70,27% pour les personnes interrogées dans les zones urbaines. Le manque d'opportunités d'emploi est traditionnellement considéré comme un facteur expliquant les mouvements des zones rurales vers les zones urbaines en Haïti, les zones rurales attirant moins d'investissements publics et privés. Les infrastructures publiques sont également rares. Cette situation peut expliquer pourquoi plus de personnes interrogées dans les zones rurales ont identifié l'accès aux soins de santé comme un besoin urgent que les personnes interrogées dans les zones urbaines.

La sécurité est un besoin pressant pour un plus grand nombre de répondants plus âgés que pour les plus jeunes : 89,37% pour les 18-24 ans ; 88,1% pour les 25-34 ans ; 88,11% pour les 35-44 ans ; 91,3% pour les 45-54 ans ; 92,66% pour les 55-64 ans ; et 90,53% pour les 65 ans et plus.

L'emploi est un besoin moins fréquent chez les répondants plus âgés que chez les plus jeunes : 76,28% pour les 18-24

ans ; 75,26% pour les 25-34 ans ; 72,51% pour les 35-44 ans ; 65,53% pour les 45-54 ans ; 63,28% pour les 55-64 ans ; et 61,05% pour les 65 ans et plus.

6. Besoins d'information des citoyens

À l'approche d'éventuelles élections, les répondants ont été invités à choisir, parmi une liste d'options, le type d'informations sur la politique et les élections dont ils auraient besoin pour être prêts à voter. Les principales priorités des répondants étaient les suivantes :

- Questions sociales et réponses du gouvernement 53,35% ;
- Politiques et programmes politiques des différents partis 44,37% ;
- Antécédents et qualifications des candidats politiques 42,80% ;
- Dates et procédures des prochaines élections 40,24% ;
- Droits politiques et participation des citoyens 38,52% ;
- Détails sur les réformes politiques et la législation 29,69% ;
- Rapports sur les performances et les réalisations du gouvernement actuel 27,97% ;
- Relations internationales et politique étrangère 22,50%.

Un pourcentage similaire de femmes et d'hommes ont identifié les informations sur les « questions sociales et la réponse du gouvernement » comme étant les informations dont ils ont besoin avant les élections : 27,95% pour les femmes et 27,93% pour les hommes. Un pourcentage plus élevé de répondants de la tranche d'âge 18-24 ans est intéressé par ce type d'information par rapport aux autres tranches d'âge, soit 33,78%. Pour les autres groupes d'âge, le pourcentage est de 29,37% pour les 25-34 ans ; 26,00% pour les 35-44 ans ; 26,40%

pour les 45-54 ans ; 14,69% pour les 55-64 ans ; et 24,21% pour les 65 ans et plus.

Les informations sur les politiques (publiques) et les programmes politiques des différents partis constituent un besoin d'information prioritaire pour 45,68% des hommes et 42,92% des femmes. Les répondants de la tranche d'âge 25-34 ans sont les plus intéressés par ce type d'information (47,31%), suivis par les tranches d'âge 35-44 ans (45,77%), 18-24 ans (44,78%), 55-64 ans (41,81%), 45-54 ans (38,82%) et 65 ans et plus (23,16%).

41,89% des femmes et 43,74% des hommes sont intéressés par des informations sur les antécédents et les qualifications des candidats politiques avant les élections. Les répondants des zones urbaines sont plus nombreux à être intéressés par ces informations (42,39%) que les répondants des zones rurales (34,79%). Un pourcentage plus élevé de répondants dans le groupe d'âge 25-34 ans est intéressé par ce type d'information (44,57%), suivi par les 35-44 ans (43,83%), les 18-24 ans (42,69%), les 45-54 ans (40,99%), les 55-64 ans (38,42%), et les 65 ans et plus (30,53%).

7. Les sources d'information

La plupart des personnes interrogées préfèrent obtenir des informations politiques et électorales à la radio (71,57%), par rapport à la télévision (47,14%) et aux médias en ligne (43,88%). Les autres sources sont les médias sociaux (41,96%), les amis et la famille (29,83%), les réunions et rassemblements politiques (23,80%), les journaux et magazines (25,31%) et les églises (5,71%). Il n'y a pratiquement pas de différence entre les sexes en ce qui concerne la préférence pour la radio et la

télévision, mais 43,07% des femmes préfèrent les médias en ligne, contre 24,61% des hommes. La préférence pour la radio est légèrement plus élevée dans les zones rurales (77,86 %) que dans les zones urbaines (71,12 %). La différence de préférence pour la télévision comme source d'information est plus significative, avec 27,98 % des personnes interrogées dans les zones rurales contre 51,05 % dans les zones urbaines. Cela peut s'expliquer par le manque d'accès à l'électricité et le manque de moyens financiers pour acheter une télévision dans les zones rurales, qui sont principalement touchées par la pauvreté et le manque d'opportunités économiques. 40,63 % des participants préfèrent les médias en ligne comme source d'information dans les zones rurales, contre 45,87 % dans les zones urbaines. L'accès au téléphone dans les zones rurales d'Haïti est plus courant que la télévision, et la facilité d'accès aux messages courts des médias en ligne peut expliquer ce pourcentage élevé dans les zones rurales d'Haïti.

Parmi ces sources, la radio est celle à laquelle les répondants font le plus confiance (54,92%), tout comme la télévision (35,02%). La confiance dans les autres sources est classée comme suit : journaux et magazines (24,96%) ; médias en ligne (20,54%) ; médias sociaux (13,49%) ; réunions et rassemblements politiques (13,81%) ; amis et famille (16,51%) ; et églises (5,54%). Il n'y a pratiquement aucune différence entre les sexes en ce qui concerne la confiance accordée à la radio et à la télévision. 54,20 % des femmes font confiance à la radio contre 55,66 % des hommes, 34,81 % des femmes font confiance à la télévision contre 35,23 % des hommes, et 19,21 % des femmes font confiance aux médias sociaux contre 21,17 % des hommes. La confiance dans la radio est légè-

ment plus élevée dans les zones rurales (57,42 %) que dans les zones urbaines (53,34 %). La différence de préférence pour la télévision en tant que source d'information est plus significative, avec 23,36 % dans les zones rurales contre 38,41 % des répondants dans les zones urbaines.

En ce qui concerne les besoins d'information générale avant une élection, la plupart des personnes interrogées donnent la priorité à la compréhension de la réponse du gouvernement aux événements ou questions d'actualité. Les personnes interrogées accordent une grande importance au journalisme d'investigation, considéré comme le moyen le plus efficace de fournir des informations sur la société et la politique. Par ordre de priorité, la liste des besoins d'information générale est la suivante : enquêtes sur ce qui se passe dans la société (84,86 %) ; enquêtes sur les acteurs politiques (69,96 %) ; émissions plus éducatives (50,12 %) ; nouveaux canaux d'information comme les médias sociaux (12,34 %) ; nouveaux formats pour partager les nouvelles (21,21 %) ; donner à d'autres personnes la possibilité de parler et d'écrire dans les médias (26,74 %)

IV. Méthodologie

Le rapport sur l'évaluation des besoins des citoyens et de leur compréhension du système politique en Haïti est basé sur les résultats d'une enquête nationale menée entre le 2 et le 30 janvier 2024. L'enquête a été menée en ligne et en personne, couvrant six domaines d'intérêt : Les élections, la démocratie, le système politique haïtien, la participation citoyenne, les besoins des citoyens et les besoins d'information.

Objectifs de l'enquête

- Obtenir un aperçu des perspectives des citoyens haïtiens sur le système politique du pays, les niveaux d'implication dans les affaires civiques, les besoins sociétaux et l'accès à l'information.
- Identifier et mettre en évidence les principaux facteurs qui empêchent les Haïtiens de participer aux processus civiques et démocratiques.
- Fournir des informations exploitables aux différentes parties prenantes afin d'orienter leurs décisions et leurs activités

Échantillonnage

Un échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé pour assurer une représentation diversifiée de la population haïtienne. Le cadre d'échantillonnage comprenait l'ensemble du pays, et les répondants potentiels ont été divisés en différents segments démographiques détaillés, y compris : la région, la commune, le quartier, et les zones rurales et urbaines. Les participants ont été sélectionnés au hasard au niveau du quartier, en tenant compte des communes urbaines et rurales.

L'enquête en personne a été menée auprès d'adultes haïtiens âgés de 18 ans ou plus dans les dix (10) départements du pays. 41% (1 167) de la population de l'échantillon a répondu en ligne, tandis que 59% (1 686) a répondu en personne.

L'enquête en ligne ciblait les Haïtiens vivant en Haïti et était disponible via un lien KoboToolbox. Divers groupes d'Haïtiens ont été interrogés, y compris des populations urbaines et rurales, des groupes d'âge différents, des niveaux d'éducation variés et une représentation diversifiée des sexes. L'échantillon n'est pas pondéré pour être représentatif de la population haïtienne, mais plutôt pour être un échantillon robuste de la population.

Les méthodes de collecte des données

L'enquête a été réalisée de manière anonyme et volontaire, dans le respect de la confidentialité et de la vie privée des personnes interrogées. Pour l'enquête en personne, seize (16) enquêteurs ont été formés et envoyés pour interroger au hasard les personnes qui acceptaient de participer. L'identité de l'enquêteur, les contrôles de temps et les réponses ont été vérifiés afin de contrôler les erreurs et la possibilité de falsification des données.

Questionnaire

Le questionnaire a été administré en créole haïtien et comprenait 31 questions fermées réparties en quatre (4) sections. La première section porte sur des informations démographiques telles que l'âge, le sexe, le lieu de résidence, le niveau d'édu-

cation, le statut professionnel et la situation économique. La deuxième section portait sur l'engagement dans les processus politiques et la confiance dans les institutions politiques. La troisième section mesure la connaissance déclarée des entités locales et nationales et de leurs rôles. La quatrième section s'interrogeait sur les besoins des citoyens et sur les canaux et sources préférés pour obtenir des informations politiques et électorales. Le questionnaire, rédigé en créole haïtien et en français, est disponible en annexe (cf. Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête).

Les limites de l'enquête

Certaines zones géographiques n'ont pas été incluses dans l'enquête en personne en raison de problèmes de sécurité et de restrictions de mouvement, en particulier dans les quartiers où l'on signale des activités de gangs, des barricades ou des manifestations, principalement dans le département de l'Ouest. L'exclusion des personnes de ces zones aurait pu avoir un impact sur les résultats de l'enquête. Cependant, le fait qu'elles aient pu participer en ligne a permis d'atténuer cet effet.

En raison du grand nombre de questions et de réponses à l'enquête, certaines analyses croisées ont été omises dans ce rapport afin de se concentrer sur les données les plus significatives.

L'échantillon de l'enquête n'a pas été pondéré pour correspondre aux paramètres du recensement, car cela dépasse le cadre de la présente étude. Le dernier recensement disponible est obsolète, puisqu'il a été réalisé en 2003. L'étude visait à obtenir un échantillon solide, mais celui-ci ne représentait pas complètement la population haïtienne.

V. Les résultats de l'enquête

1. Principales conclusions sur les élections

Taux de détenteurs de carte d'électeur

91% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles possédaient une carte d'électeur. En février 2023, 5,3 millions d'Haïtiens se sont inscrits et 4,4 millions ont reçu leur carte d'électeur/identité nationale, tandis qu'au moins 900 000 attendent (USAID)²⁶. En comptant les personnes qui attendent actuellement de recevoir leur carte, le nombre d'électeurs inscrits pour les prochaines élections pourrait être de 6,2 millions, soit 364 705 personnes de plus que les électeurs inscrits pour l'élection présidentielle de 2016 (IFES). En supposant que d'autres personnes s'inscrivent entre février 2023 et 2024, le nombre pourrait être encore plus élevé puisque l'estimation de la population âgée de plus de 18 ans est légèrement supérieure à 7,4 millions (IHSI, 2021).

La Carte d'Identification Nationale (CIN) a été introduite en 2006 et est la seule pièce d'identité permettant de voter. De nouvelles cartes biométriques ont été émises en 2019 et l'Office national d'identification (ONI) a mis à jour sa base de données. La CIN est largement connue sous le nom de «carte électorale». La nouvelle carte biométrique est familièrement appelée «dermalog». L'enquête a demandé aux participants s'ils possédaient la «Kat elektoral» (carte électorale, synonyme de «dermalog»). Dans le présent rapport, «carte d'identité d'électeur» est utilisée comme terme général pour cette carte.

Carte d'électeur et âge

A. Les jeunes adultes sont plus susceptibles d'avoir une carte d'électeur.

95 % des 35-44 ans ont une carte d'électeur, contre 67,37 % des 64 ans et plus. Le pourcentage de répondants qui ne sont pas intéressés par l'obtention d'une carte d'électeur est plus élevé chez les jeunes et les adultes plus âgés dans les groupes d'âge 18-24 (25%) et 55-64 (25%), respectivement.

B. Les jeunes et les adultes plus âgés ont confiance dans la procédure d'obtention d'une carte d'électeur

La majorité des répondants qui n'ont pas confiance dans la procédure d'obtention d'une carte d'électeur se trouvent dans

les groupes d'âge 25-34 (33%) et 45-54 (33%). La confiance dans la procédure d'obtention de la carte d'identité n'est pas un problème pour les répondants des groupes d'âge 18-24 ans et 55-64 ans (0% dans les deux cas).

C. Les jeunes adultes sont plus nombreux à citer un « problème d'accès » comme l'une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas de carte d'électeur.

L'accès au centre est un problème pour les répondants âgés de 18 à 34 ans (32,61% pour les 18-24 ans et 23,91% pour les 25-34 ans). Les centres bondés sont un problème principalement pour les répondants les plus jeunes, âgés de 18 à 34 ans, avec 23,08%.

D. Le temps nécessaire pour obtenir une carte d'électeur est un obstacle pour les adultes plus âgés.

Le long délai d'obtention de la carte est la principale raison pour laquelle les répondants âgés de 64 ans et plus n'en possèdent pas (10,5%). Les répondants âgés de 45 à 64 ans sont moins nombreux à l'identifier comme un problème (9,38%).

Identification des électeurs et éducation

A. 94,58 % des personnes titulaires d'une licence possèdent une carte d'électeur. Le taux le plus élevé de possession d'une carte d'électeur en fonction du niveau d'éducation est celui des titulaires d'une licence. Le pourcentage de personnes possédant une carte d'électeur est plus faible chez les personnes sans éducation formelle (76,11 %) que dans l'ensemble de la population interrogée (90,92 %). 33,33% des personnes interrogées qui déclarent ne pas avoir confiance dans la procédure d'obtention d'une carte d'électeur sont titulaires d'une licence.

B. La plupart des personnes interrogées qui ont cité des « problèmes d'accès » pour obtenir leur carte d'électeur n'ont pas terminé leurs études secondaires et vivent dans des zones urbaines.

C. Le temps nécessaire pour obtenir une carte d'électeur est un problème pour les personnes qui ne savent ni lire ni écrire, plus que pour les autres niveaux d'éducation, y compris : le primaire, le secondaire, l'université et l'enseignement supérieur (31,25 %).

D. Les personnes interrogées qui ne souhaitent pas obtenir une carte d'électeur n'ont pas suivi d'études formelles (25 %) ou ont terminé l'école primaire (20,83 %).

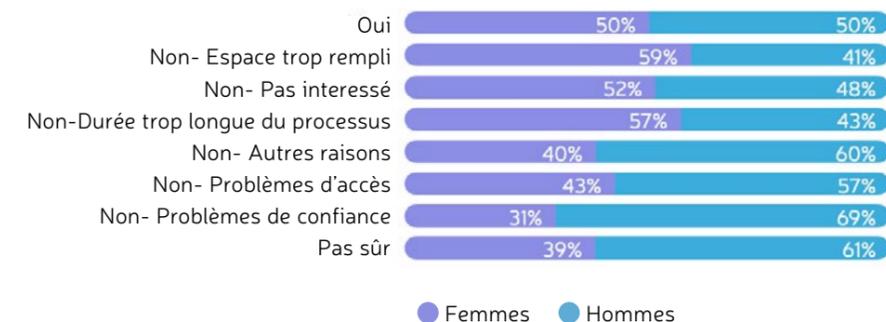
26. USAID. (2024, janvier). Carte d'identité haïtienne : Lettre d'information.

Extrait de https://www.usaid.gov/sites/default/files/2024-01/HAITI_ID%20CARD%20Letter_Fact%20Sheet.pdf

Carte d'électeur et Genre

Les hommes (53%) sont légèrement plus nombreux que les femmes (47%) à posséder une carte d'électeur. 54% des personnes interrogées qui indiquent que les problèmes d'accès sont la raison pour laquelle elles n'ont pas de carte d'électeur sont des femmes. La plupart des personnes interrogées qui n'ont pas de carte d'électeur parce qu'elles n'ont pas confiance

dans le processus (67%) sont des femmes, alors qu'une minorité d'hommes partagent la même opinion (33%). D'autre part, les hommes qui n'ont pas de carte d'électeur disent que c'est parce qu'ils ne sont pas intéressés (54%), que les sites sont trop encombrés (53%) ou que cela prend trop de temps (59%).



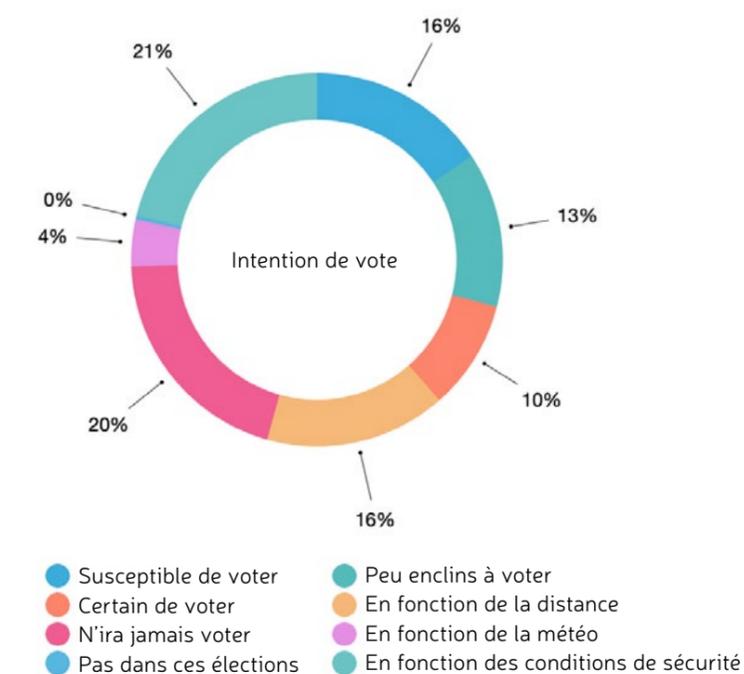
Carte d'électeur et Intention de vote

La possession d'une carte d'électeur n'est pas directement liée à l'intention de voter. 30 % des personnes interrogées possédant une carte d'électeur déclarent qu'elles voteront ou qu'elles sont susceptibles de voter.

Les résultats ne suggèrent pas une amélioration du taux de participation aux prochaines élections, compte tenu du contexte actuel. Parmi les répondants disposant d'une carte d'électeur et déclarant qu'ils voteront, 16,11% sont «susceptibles de voter» et 13,9% sont «sûrs de voter». 43,76% des personnes ayant une carte d'électeur déclarent qu'elles «ne

voteront pas» ; 8,6% «ne voteront jamais» ; 20% «ne voteront probablement pas» ; 15% «ne voteront pas» lors des prochaines élections. 26% des personnes possédant une carte d'électeur «pourraient voter» : en fonction de la situation sécuritaire (21,9%), ou en fonction d'autres facteurs (4,40%).

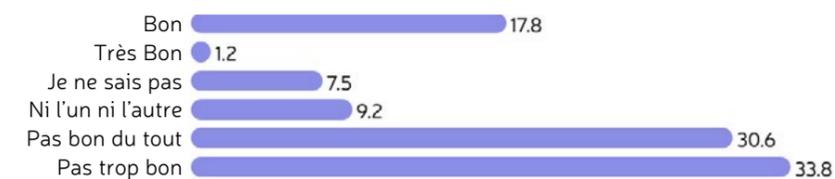
La probabilité de voter des personnes interrogées n'est pas liée à leur décision de posséder une carte d'électeur ou au fait qu'elles possèdent une carte d'électeur, ce qui est logique puisque la carte est essentielle à des fins d'identification.



Le processus d'enregistrement d'une carte d'électeur

64,4 % des personnes interrogées pensent que la procédure d'obtention d'une carte d'électeur n'est pas bonne, dont 30,6 % qui pensent qu'elle n'est «pas bonne du tout» et 33,8 %

qui pensent qu'elle n'est «pas trop bonne». Seuls 19 % des participants pensent que la procédure d'obtention d'une carte d'électeur est «bonne» ou «très bonne».



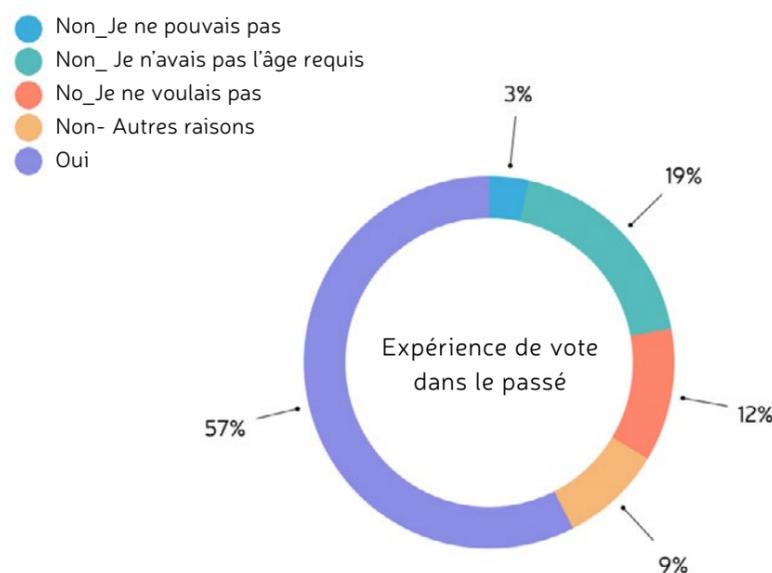
Carte d'électeur et autres caractéristiques

- 93,37% des détenteurs d'une carte d'identité d'électeur ne font pas confiance à la façon dont les élections sont organisées en Haïti (76,33% « ne font pas confiance » ; 8,37% « ne feront jamais confiance » ; 8,67% ne font pas confiance pour d'autres raisons).
- 91,30 % de ceux qui pensent que la façon dont les élections sont organisées n'est « pas bonne du tout » ont toujours une carte d'identité d'électeur, et 100 % de ceux qui disent

- que « c'est très bon » l'ont également. Cette petite différence peut montrer que les gens possèdent la carte d'électeur principalement à des fins d'identification.
- 61,9 % des personnes inscrites sur les listes électorales pensent que la façon dont les élections sont organisées dans le pays n'est « pas bonne du tout. »
- La majorité des personnes interrogées n'ont aucune affiliation à un parti politique (47,78% des personnes inscrites

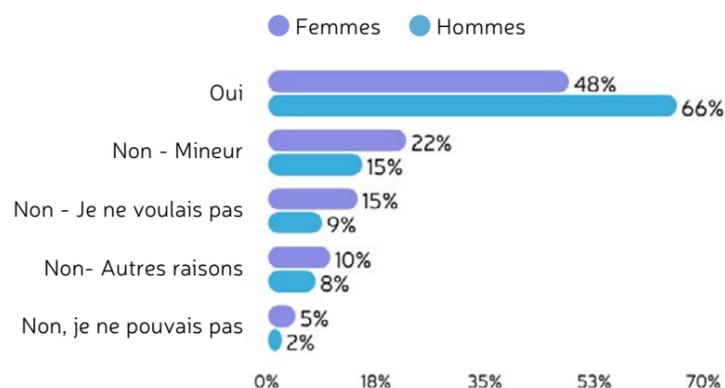
- sur les listes électorales).
- Il y a une différence mineure entre la possession d'une carte d'électeur en milieu urbain (91,60 %) et en milieu rural (88,32 %).
- 79,15 % des personnes handicapées possèdent une carte d'électeur, ce qui indique des problèmes d'accessibilité potentiels dans le processus.

2. Principales conclusions sur la participation électorale



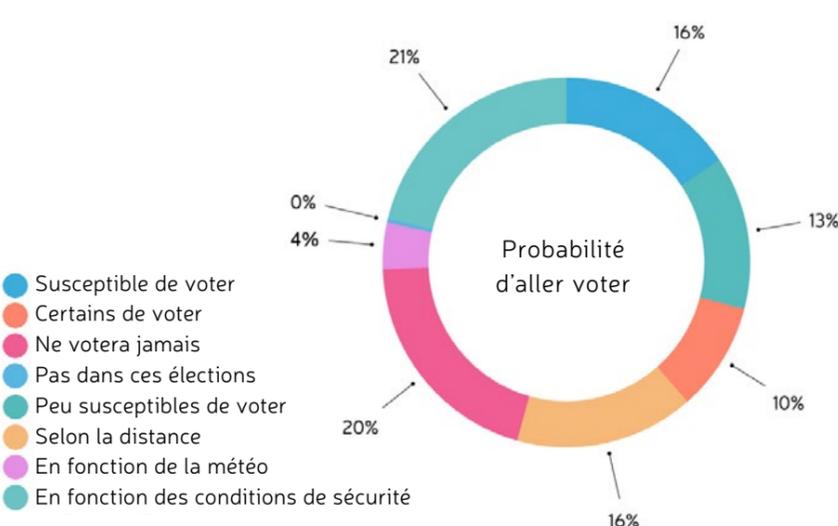
Expérience de vote dans le passé

La plupart des personnes interrogées ont déjà voté (57,48%). 19 % n'ont pas voté parce qu'ils n'avaient pas 18 ans à l'époque, et environ 12 % n'ont pas voté parce qu'ils ne voulaient pas le faire.



Expérience de vote dans le passé et genre

60 % des personnes interrogées qui ont déjà voté sont des hommes, contre 40 % de femmes.



Probabilité d'aller voter

Iriez-vous voter si le gouvernement du Premier ministre (Ariel Henry) organisait des élections ?

Seulement 29% des personnes interrogées sont «susceptibles» (16%) ou «sûres» (13%) de voter aux prochaines élections organisées par le gouvernement d'Ariel Henry. 45% des personnes interrogées pourraient ne pas voter : 9% «ne voteront jamais», 16% «ne voteront pas aux prochaines élections» et 20% sont «peu susceptibles de voter». D'autres répondants pourraient voter en fonction de la situation sécuritaire (21%), de la distance par rapport au centre de vote (4%) ou de la météo (moins de 1%).

Probabilité d'aller voter et genre

Le pourcentage de femmes peu susceptibles de voter est plus de deux fois supérieur au pourcentage de femmes susceptibles de voter, alors que l'écart est plus faible chez les hommes. En outre, plus de 10 % d'hommes de plus que de femmes sont susceptibles de voter. Le pourcentage de femmes susceptibles de voter en fonction d'autres facteurs tels que : la sécurité, la distance et les conditions météorologiques est plus élevé que celui des hommes et plus élevé que le pourcentage de femmes susceptibles de voter.

Opinions sur l'organisation des élections

88,6% des personnes interrogées ont une perception très négative de la manière dont les élections sont traditionnellement organisées en Haïti. 61,65% pensent qu'elle n'est «pas bonne du tout», tandis que 26,95% estiment qu'elle n'est «pas trop bonne». Seulement 1% des personnes interrogées pense qu'elle est «bonne». Les autres répondants sont neutres ou n'ont pas d'opinion sur la question.

Seulement 2% des personnes interrogées ont confiance dans le système électoral. En revanche, 93,27% des participants ont déclaré ne pas avoir confiance dans le système électoral. En outre, 9% des répondants ont exprimé leur manque de confiance dans les élections menées par le gouvernement actuel, tandis que 9% des participants ont déclaré qu'ils ne feraient jamais confiance à ce processus.

Probabilité d'aller voter et genre

	Susceptible de voter	Susceptible de ne pas voter	Pourrait aller voter, selon d'autres facteurs
Femmes	22.56%	49.86%	28.18%
Hommes	34.96 %	41.25%	23.78%

Table 3. Opinion sur l'organisation des élections selon le lieu de résidence

	Bon	Très bon	Parfait	Je ne sais pas	Ni bon ni mauvais	Passable	Mauvais	Très mauvais
Rural	1.22%	0.00%	1.22%	6.57%	4.14%	59.85%	28.22%	88.07%
Urban	1.28%	0.14%	1.42%	5.62%	4.34%	62.09%	26.53%	88.62%
Périurbain	0.48%	0.10%	0.58%	5.21%	5.41%	61.78%	27.03%	88.81%

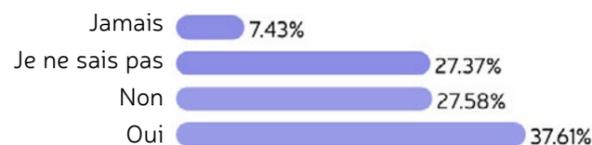
Tableau 6. Opinion sur l'organisation des élections dans les régions

	Bien	Très bien	Je ne sais pas	Ni bon ni mauvais	Mauvais	Très mauvais
Artibonite	1.10%	0.37%	6.99%	5.51%	65.07%	20.96%
Centre	1.40%	0.00%	5.14%	6.54%	50.93%	35.98%
Grand'Anse	0.00%	0.00%	1.47%	2.94%	69.61%	25.98%
Nippes	4.17%	0.00%	5.21%	1.04%	58.33%	31.25%
Nord	0.36%	0.00%	3.20%	3.20%	75.00%	18.15%
Nord-Est	0.00%	0.00%	6.60%	5.58%	55.33%	32.49%
Nord-Ouest	5.58%	0.47%	3.72%	6.98%	18.14%	65.12%
Ouest	0.35%	0.12%	5.82%	4.19%	68.45%	21.07%
Sud-Est	0.77%	0.00%	11.15%	6.92%	62.69%	18.46%
Sud	0.00%	0.00%	5.10%	3.53%	64.71%	26.67%

3. Principales conclusions sur la démocratie

L'espoir d'un changement grâce aux élections

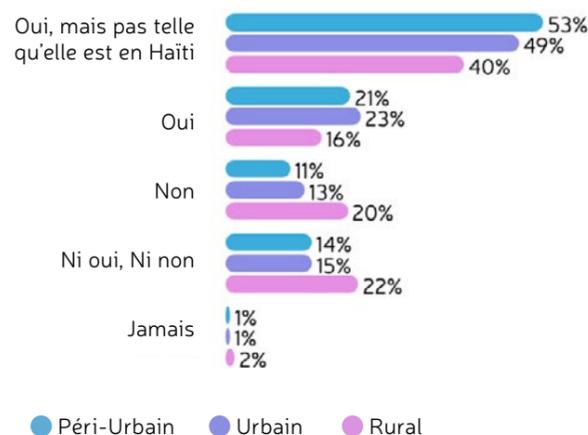
Avez-vous l'espoir que les dirigeants qui se présentent aux élections puissent gagner et apporter des changements positifs ?



38% des répondants ont l'espoir que les prochains leaders élus pourront apporter des changements positifs dans le pays.

Croyance en la démocratie

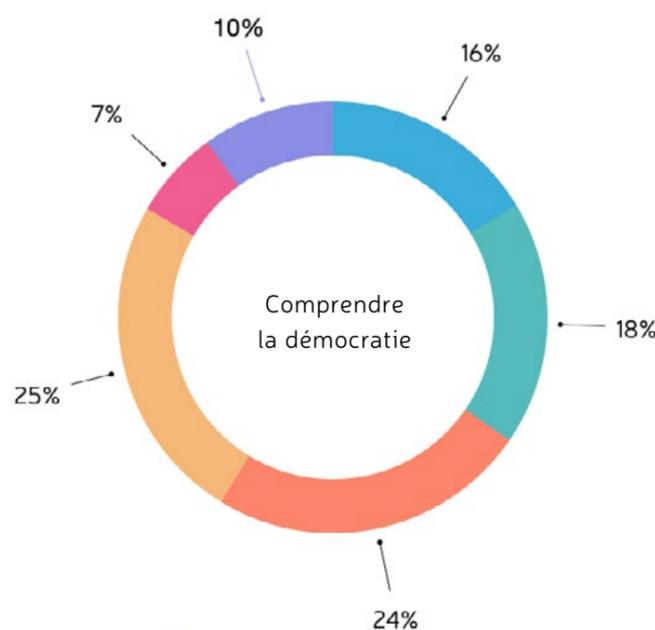
Croyez-vous en la démocratie ?



Environ 70% des personnes interrogées croient en la démocratie contre 14,51% qui n'y croient pas (1,05% disent qu'ils n'y croiront «jamais» et 13,46% disent qu'ils «n'y croient pas»).

Tableau 7. Confiance dans le système électoral selon les régions

Région	Je n'ai jamais eu confiance	Je ne sais pas	Non	Pas pendant l'actuel gouvernement	Oui
Artibonite	5.15%	4.78%	83.46%	3.68%	2.94%
Centre	9.81%	5.14%	78.50%	4.21%	2.34%
Grand'Anse	9.31%	0.00%	80.88%	8.82%	0.98%
Nippes	1.04%	4.17%	90.62%	0.00%	4.17%
Nord	4.98%	2.14%	85.05%	7.47%	0.36%
Nord-Est	2.54%	7.61%	83.25%	6.09%	0.51%
Nord-Ouest	10.70%	6.98%	62.79%	11.63%	7.91%
Ouest	10.59%	4.31%	75.90%	8.03%	1.16%
Sud-Est	11.54%	9.23%	53.85%	24.23%	1.15%
Sud	16.86%	4.71%	67.45%	9.41%	1.57%



Comprendre la démocratie

Comprenez-vous ce qu'est la démocratie ?

48,76% des répondants estiment qu'ils ont une certaine connaissance ou une pleine connaissance de ce que signifie la démocratie. 18,33% des répondants ont déclaré avoir une compréhension moyenne du concept de démocratie. Seuls 10% des répondants affirment ne pas comprendre le concept de démocratie.



Tableau 8. Croyance en la démocratie dans les différentes régions

	Jamais	Ni oui, ni non	Non	Oui	Oui, mais pas de la même façon qu'en Haïti	Oui, complètement
Grand'Anse	0.49%	29.90%	6.37%	16.67%	46.57%	63.24%
Artibonite	0.37%	15.44%	12.50%	34.93%	36.76%	71.69%
Ouest	0.23%	6.05%	9.66%	23.75%	60.30%	84.05%
Nippes	0%	42.71%	12.50%	11.46%	33.33%	44.79%
Nord	0.36%	7.83%	14.95%	12.46%	64.41%	76.87%
Nord-Ouest	2.33%	48.37%	14.88%	23.26%	11.16%	34.42%
Nord-Est	3.55%	5.08%	13.20%	24.37%	53.81%	78.18%
Centre	3.74%	7.48%	14.49%	14.49%	59.81%	74.3%
Sud	0.78%	26.67%	13.33%	13.73%	45.49%	59.22%
Sud-Est	10%	6.52%	20.05%	9.35%	6.81%	16.16%

Tableau 9. Compréhension de la démocratie dans les différentes régions

	Je ne comprends pas vraiment	Oui, je comprends un peu	Oui, je comprends	Oui, je comprends parfaitement	Je ne sais pas	Je ne comprends pas	Oui, complètement
Grand'Anse	21.57%	29.47%	20.59%	7.84%	5.39%	15.20%	57.9%
Artibonite	9.56%	13.97%	23.90%	33%	4.78%	14.71%	70.87%
Ouest	6.98%	21.07%	25.38%	42.37%	1.51%	2.68%	88.82%
Nippes	18.75%	8.33%	22.92%	3.12%	9.38%	37.50%	34.37%
Nord	23.49%	16.01%	25.98%	25.27%	1.42%	7.83%	67.26%
Nord-Ouest	19.53%	5.12%	10.23%	15.81%	34.42%	14.88%	31.16%
Nord-Est	20.81%	8.63%	48.22%	14.21%	0.51%	7.61%	71.06%
Centre	27.57%	18.22%	33.18%	11.68%	1.40%	7.94%	63.08%
Sud	24.71%	25.10%	16.47%	10.98%	9.02%	13.73%	52.55%
Sud-Est	17.69%	23.08%	14.23%	17.31%	15.00%	12.69%	54.62%

Compréhension de la démocratie (urbain VS rural)

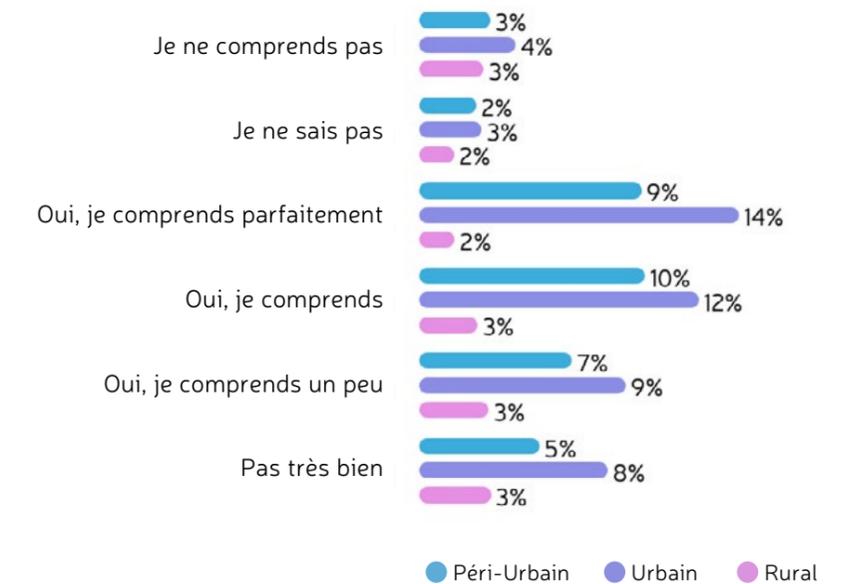


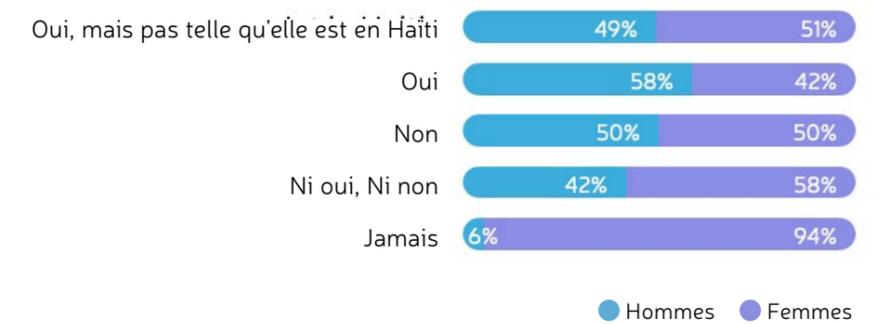
Tableau 10. Croyance en la démocratie et âge

	Jamais	Ni oui, ni non	Non	Oui	Oui, mais pas de la même façon qu'en Haïti	Oui, complètement
18-24	1.52%	15.18%	12.14%	18.98%	52.18%	71.16%
25-34	0.85%	12.56%	9.92%	22.38%	54.30%	76.68%
35-44	0.89%	14.56%	12.18%	24.37%	47.99%	72.36%
45-54	0.93%	16.77%	21.43%	16.77%	44.10%	60.87%
55-64	1.69%	28.25%	23.73%	17.51%	28.81%	46.32%
64- plus âgé	1.05%	31.58%	23.16%	13.68%	30.53%	44.21%

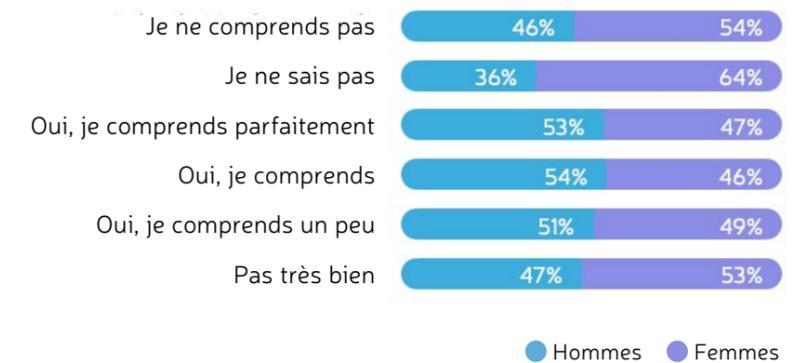
Tableau 11. Compréhension de la démocratie et âge

	Pas très bien	Oui, je comprends assez bien	Oui, je comprends	Oui, je comprends très bien	Je ne sais pas	Je ne comprends pas	Oui, complètement
18-24	15.75%	18.79%	27.13%	23.72%	7.21%	7.40%	69.64%
25-34	12.65%	19.26%	26.44%	29.46%	4.91%	7.27%	75.16%
35-44	15.01%	17.24%	27.04%	26.45%	5.65%	8.62%	70.73%
45-54	23.60%	20.50%	17.08%	14.91%	6.21%	17.70%	52.49%
55-64	25.42%	14.12%	11.30%	16.95%	14.12%	18.08%	42.37%
64- plus âgé	27.37%	13.68%	7.37%	11.58%	17.89%	22.11%	32.63%

Croyance en la démocratie et genre



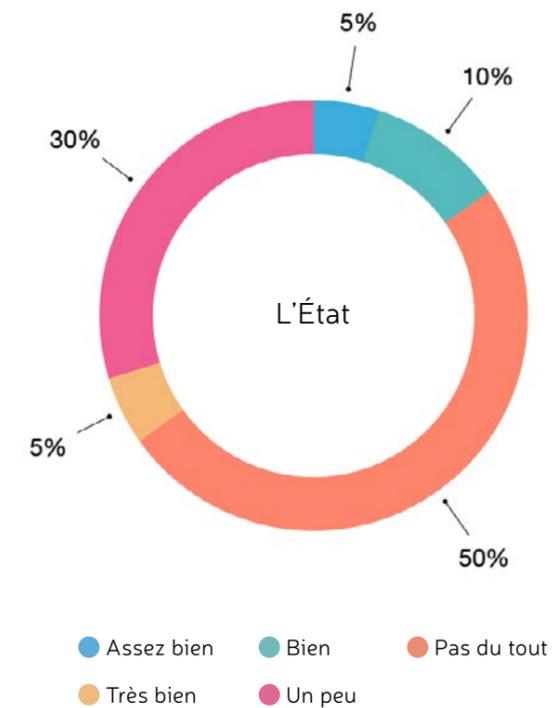
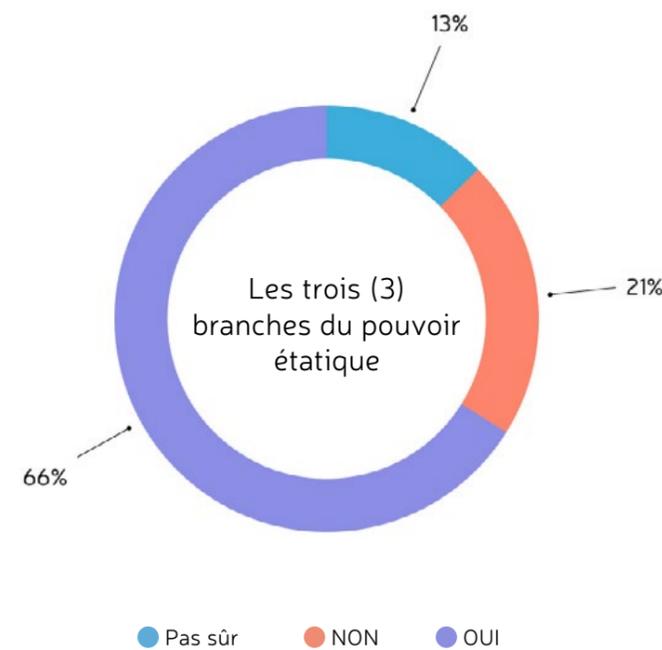
Compréhension de la démocratie et genre



4. Principales conclusions sur le système politique

Parmi les personnes interrogées, 66 % ont déclaré connaître les trois branches du pouvoir dans le pays, 21 % ne savaient pas et 13 % étaient incertains.

Environ la moitié des répondants (49,84%) indiquent qu'ils ne comprennent pas du tout le fonctionnement de l'État. 29,72% des personnes interrogées ont une connaissance minimale du fonctionnement de l'État, tandis que 10,3% pensent qu'elles le comprennent bien. Environ 4,94% des personnes interrogées se sentent tout à fait sûres de leur connaissance du fonctionnement de l'État. Un faible pourcentage de la population (5,19%) affirme comprendre parfaitement le fonctionnement de l'État.



5. Principales conclusions sur la participation citoyenne

L'activité politique la plus populaire parmi les personnes interrogées est la participation à des réunions communautaires, 54% y ayant déjà participé. La deuxième activité la plus populaire est l'adhésion ou la participation à des activités réalisées par des organisations (48 %), suivie par les manifestations (35 %) et les consultations publiques (34 %). L'activité la moins populaire est le bénévolat pour un parti politique ou un candidat (19 %).

Plus de la moitié des répondants (54%) ne sont pas intéressés par le bénévolat pour un parti politique ou un candidat, ce qui indique un manque d'intérêt pour l'activité politique directe. De même, 52% des personnes interrogées ne sont pas intéressées par la participation à une marche (pacifique), un sit-in ou une manifestation.

En ce qui concerne les consultations publiques, le pourcentage de répondants qui aimeraient y participer est plus élevé (35,23%) que ceux qui y ont participé ou qui ne sont pas intéressés à y participer. Il s'agit de l'activité à laquelle le plus grand nombre de personnes souhaite participer. D'autre part, l'option marche, sit-in ou manifestation est l'activité pour laquelle le pourcentage de répondants exprimant un intérêt pour la participation est le plus faible (13%). La plupart des répondants ont déjà participé (35%) ou ne sont pas intéressés par cette activité (52%).

Tableau 12. Participation civique et politique

Avez-vous déjà participé aux activités suivantes ?

Activités	Pas intéressé	J'aimerais bien	Parfois	Toujours
Réunions communautaires	22.76 %	23.19 %	43.76 %	10.29 %
Consultation publique	30.51%	35.23%	29.97%	4.29%
Faire du bénévolat pour un parti politique ou un candidat	54.35 %	26.22%	16.48 %	2.95%
Pétition	38.05%	28.54%	29.00 %	4.40%
Marche (pacifique), sit-in ou manifestation	52.27%	12.96%	30.70%	4.07%
Activités liées aux organisations/associations	25.18 %	26.91%	36.76 %	11.16%

Évaluation d'un candidat

Sur quelle base évaluez-vous un candidat politique ?



Le facteur le plus important dans l'évaluation des candidats politiques est leur programme politique, qui est plus important que tout autre critère.

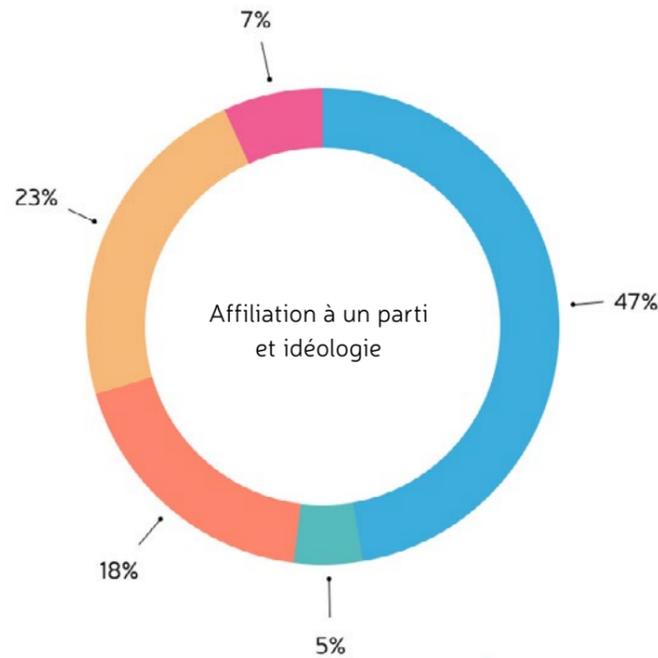
L'affiliation à un parti politique joue également un rôle crucial, suivie par les expériences personnelles telles que la participation à des événements et la réalisation de recherches individuelles.

Il convient de noter que les sources médiatiques traditionnelles, telles que les informations télévisées et les journaux, restent pertinentes mais moins importantes que les autres. Malgré leur utilisation répandue, les médias sociaux sont moins bien classés, ce qui suggère qu'ils ne sont peut-être pas aussi influents que d'autres formes d'information lors de l'évaluation des candidats politiques, même si un nombre relativement élevé d'individus indiquent qu'il s'agit d'un moyen principal d'obtenir des informations.

Les réactions des églises sont le critère le moins utilisé par les personnes interrogées.

Affiliation à un parti et idéologie

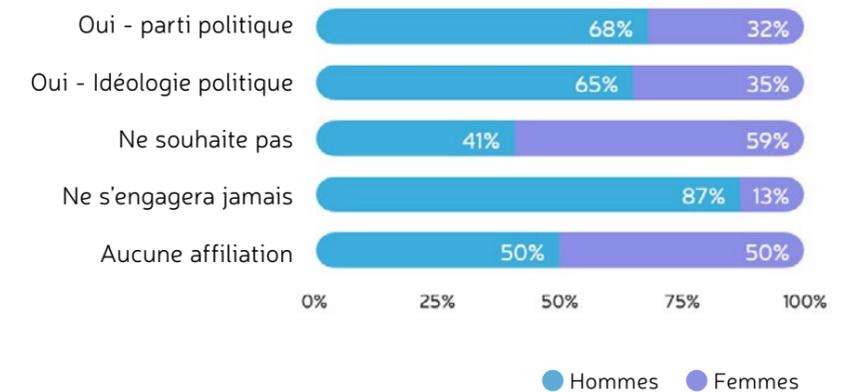
Vous identifiez-vous à un parti politique ou à une idéologie particulière ?



47% des personnes interrogées n'ont aucune affiliation ou idéologie politique, 23% adhèrent à une idéologie politique, tandis que 7% seulement sont affiliées à un parti politique.

Affiliation à un parti et idéologie par sexe

Vous identifiez-vous à un parti politique ou à une idéologie particulière ?

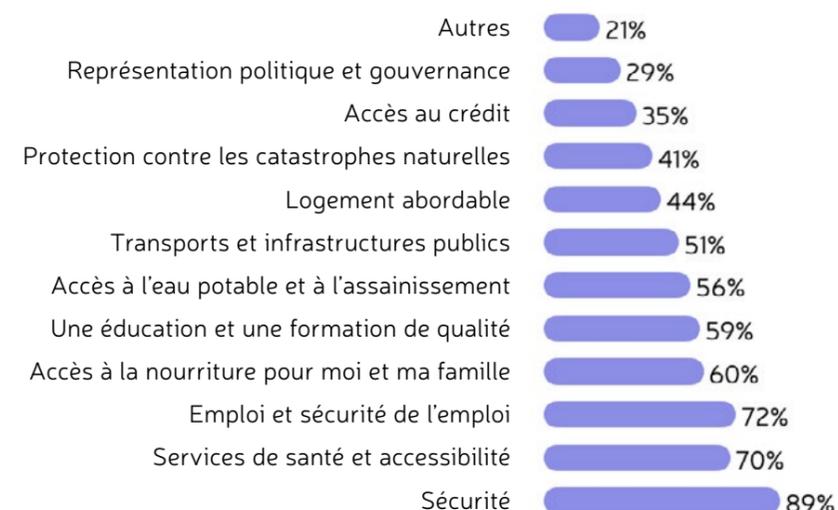


Parmi les répondants qui se sont identifiés comme membres d'un parti politique, 68% sont des hommes, et le pourcentage est de 65% pour ceux qui adhèrent à une idéologie politique. En revanche, les femmes représentent 61% de ceux qui ont déclaré qu'ils ne s'engageraient jamais en politique et 59% des répondants qui ont indiqué ne pas vouloir participer à la politique.

6. Principales conclusions sur les besoins des citoyens

Besoin important

Quel est votre besoin le plus urgent en tant que citoyen ?



La sécurité est le besoin le plus urgent pour les personnes interrogées, suivie de près par le besoin d'opportunités d'emploi et l'accès aux soins de santé. L'éducation, l'eau et l'assainissement, ainsi que les infrastructures de transport sont également des sujets de préoccupation importants pour les personnes interrogées.

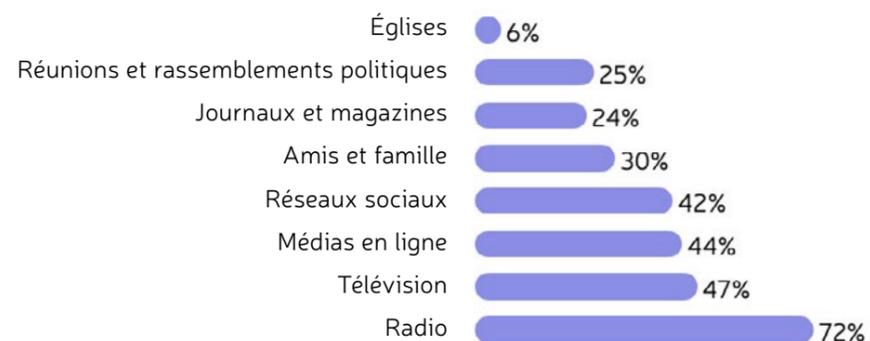
La fréquence relativement plus faible des réponses concernant le logement abordable, la protection contre les catastrophes naturelles, l'accès au crédit et la représentation politique suggère que, bien que ces besoins soient toujours importants, ils ne sont peut-être pas aussi urgents que les besoins les plus importants de la population interrogée.

La catégorie « Autres besoins » peut inclure une série de besoins moins courants ou plus individuels qui ne sont pas explicitement énumérés dans les options de l'enquête, mais qui restent importants pour certaines personnes interrogées.

7. Principales conclusions sur les besoins d'information des citoyens

Sources d'information

Comment obtenez-vous des informations sur la politique et les élections ?



La radio est la source la plus populaire d'informations politiques et électorales, suivie par la télévision et les médias en ligne. Les plateformes de médias sociaux jouent également un rôle important.

Bien que les médias imprimés traditionnels tels que les journaux et les magazines et les réseaux personnels tels que les amis et la famille restent des canaux d'information pertinents, ils sont moins utilisés que les médias électroniques et en ligne. La catégorie « autres » peut inclure des sources non spécifiées qui ne correspondent pas aux catégories prédéfinies.

Sources d'information fiables

Quelles sont les sources d'information auxquelles vous faites confiance ?



La radio est également la source d'information la plus fiable pour les personnes interrogées, dépassant largement les autres sources. La télévision jouit également d'une grande confiance, suivie de près par les « autres » sources, qui peuvent se référer à une variété de canaux d'information non traditionnels ou de niche.

Les journaux et les magazines jouissent toujours d'une grande crédibilité. Bien que les médias en ligne inspirent moins confiance que les médias imprimés, ils restent une source d'information de confiance importante.

Malgré l'utilisation répandue des plateformes de médias sociaux pour obtenir des informations, on leur fait moins confiance qu'à la radio, à la télévision et à la presse écrite. Les sources directes telles que les amis, la famille et les réunions politiques sont moins bien classées sur l'échelle de confiance, ce qui suggère une préférence possible pour des sources d'information plus formelles.

L'église, en tant que source d'information, est la moins digne de confiance parmi les options énumérées.

Besoins en informations

À l'approche d'une élection potentielle, de quelles informations avez-vous le plus besoin sur la politique du pays pour vous sentir prêt à voter ?

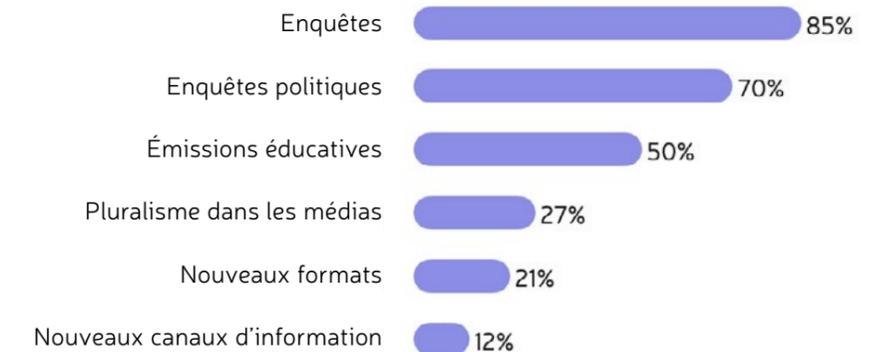


La plupart des gens considèrent que comprendre la réponse du gouvernement aux événements ou problèmes actuels est leur premier besoin d'information avant une élection. Ils souhaitent également connaître les politiques et les programmes des partis ou des candidats, ainsi que les antécédents des candidats eux-mêmes.

Il est également essentiel pour les citoyens de connaître les dates et les procédures électorales. Les informations sur les droits politiques et la citoyenneté sont également importantes. Les réformes politiques et les performances du gouvernement sont également importantes, mais elles arrivent en fin de classement. Les relations internationales sont celles qui préoccupent le moins les personnes interrogées.

Recommandations aux journalistes

Comment les journalistes peuvent fournir de meilleures informations sur la politique haïtienne ?



Les personnes interrogées considèrent que le journalisme d'investigation est le moyen le plus efficace pour les journalistes de fournir des informations sur la société et la politique. Les personnes interrogées considèrent également que les émissions éducatives sont nécessaires. Bien que le pluralisme des médias et l'introduction de nouveaux formats soient également importants, ils sont considérés comme moins critiques que le travail d'investigation et les émissions éducatives.

Les nouveaux canaux de diffusion de l'information, en revanche, sont les moins appréciés parmi les options proposées. Cela peut indiquer que les répondants sont relativement satisfaits des médias existants ou qu'ils donnent la priorité à la qualité et à la profondeur du contenu plutôt qu'à la nouveauté de la plateforme.

VI. Recommandations

Les recommandations formulées dans ce rapport sont basées sur les résultats obtenus et présentés, et se limitent aux domaines de l'éducation et de l'information. Elles peuvent guider et informer les décisions et les actions prises par les parties prenantes travaillant dans ce domaine en Haïti, dans le but de renforcer la démocratie haïtienne et l'engagement citoyen.

Éducation et information des électeurs

- Développer des campagnes d'éducation des électeurs ciblées qui visent à clarifier l'importance des élections dans le processus de vote et à fournir des informations sur le lieu et la manière de voter.
- Soutenir les campagnes de sensibilisation et d'éducation à la démocratie.
- Mobiliser la technologie et les médias sociaux pour promouvoir la participation citoyenne et le dialogue.
- Soutenir les initiatives visant à encourager les citoyens à voter qui vont au-delà des campagnes d'éducation pour inclure des assemblées publiques, des débats entre candidats, des contenus dans les médias sociaux et des actions de sensibilisation ciblées auprès de groupes démographiques spécifiques.
- Fournir des informations claires et accessibles sur la logistique du jour de l'élection afin de réduire l'incertitude et d'améliorer la participation. La crise sécuritaire en cours a eu pour conséquence que de nombreuses personnes ont été déplacées et vivent loin de leur lieu de vote enregistré, ce qui rend crucial le fait de leur permettre de changer de centre de vote suffisamment tôt. En outre, il est important de noter qu'aucun transport public n'est disponible (généralement) le jour de l'élection.
- Mettre en œuvre des campagnes d'éducation complètes adaptées aux différents niveaux d'éducation et aux besoins linguistiques afin d'améliorer la compréhension de la structure politique d'Haïti, des lois électorales, et des rôles et responsabilités des élus.

Processus électoral

- Renforcer les mécanismes de transparence et de responsabilité au sein du processus électoral afin de rétablir la confiance du public et de garantir des élections équitables, libres et transparentes. Cela devrait aller au-delà du discours et inclure des actions tangibles qui montreront des signaux clairs.
- Engager un dialogue avec la population pour répondre à son scepticisme à l'égard du système électoral et des méthodes traditionnelles d'organisation des élections.
- Veiller à ce que toutes les parties prenantes, y compris les partis politiques, les médias et la société civile, soient impliquées dans le processus.
- Renforcer la capacité des fournisseurs d'information à répondre directement aux besoins d'information de la population en ce qui concerne le processus électoral, ce qui représente un véritable flux d'information à double sens..

Besoins en informations

- Soutenir le journalisme d'investigation et les programmes éducatifs afin de stimuler la participation citoyenne et de renforcer les institutions démocratiques en matière de prise de responsabilité.
- Étendre la portée des sources et des canaux d'information de confiance, tels que la radio et la télévision, et explorer de nouveaux formats et canaux afin d'engager un public plus large.

VII. Remerciements

Cette enquête et la rédaction de ce rapport sont le résultat d'une collaboration entre Internews et Pôlicite. Le rapport a été enrichi par les contributions et les commentaires des équipes et des partenaires d'Internews et de Pôlicite. Il n'aurait pas été possible sans la participation de près de trois mille (3 000) personnes qui ont accepté de partager leurs opinions, leurs croyances, leurs pratiques et leurs besoins.

Les enquêteurs dévoués qui se sont rendus sur le terrain pour collecter les données ont permis d'atteindre un grand nombre de personnes d'horizons divers.

Les personnes suivantes ont travaillé directement sur l'évaluation :

- Conception de l'enquête, analyse des données et rapport : Emmanuela DOUYON
- Gestion du projet : Yvens RUMBOLD
- Traduction (créole et française) : Pierre Frédéric Chérestal
- Conception graphique : Ralph DUPOUX

VIII. Annexes

Annexe 1. Le questionnaire utilisé lors de l'enquête

Mèsi dèske w aksepte pran tan w pou patisipe nan sondaj sa Pôlicite ak patnè li yo ap reyalize. Sondaj sa se pou Ayisyen ki ap viv Ayiti. Li ap pran 10 pou rive 12 minit pou ranpli kesyonè sa. Ankèt sa a enpòtan anpil paske li pral ede nou konprann pi byen sa ayisyen panse de sistèm politik la e sa yo bezwen konnen pi byen . Nou vle asire w tout enfòmasyon ou bay ap rete konplètman anonim epi li pap janm asosye avèk idantite pèsònèl ou. Nou pap mande w okenn enfòmasyon sou non w adrès ou oswa nimewo telefòn ou. Mèsi anpil pou tan ou ak koperasyon ou. Tanpri, konfime konsantman ou pou patisipe nan sondaj sa a.

Merci d'avoir accepté de prendre du temps pour participer à l'enquête sur les réalisations de Pôlicite et ses partenaires. Cette enquête s'adresse aux Haïtiens vivant en Haïti. Il faudra 10 à 12 minutes pour remplir le questionnaire. Cette enquête est très importante car elle nous aidera à mieux comprendre ce que les Haïtiens pensent du système politique et ce qu'ils ont besoin de mieux savoir. Nous voulons vous assurer que toutes les informations que vous fournissez resteront totalement anonymes et ne seront jamais associées à votre identité personnelle. Nous ne vous demanderons aucune information sur votre nom, votre adresse ou votre numéro de téléphone. Merci beaucoup pour votre temps et votre coopération. Veuillez confirmer votre consentement pour participer à cette enquête.

- Wi m ap patisipe/ *Oui, je participerai*
- Non m pa p patisipe/ *Non, je ne participerai pas*

I. Done Sosyo-Demografi / Les données sociodémographiques

1. **Nan ki Depatman nan peyi Dayiti w ap viv? Dans quel département (région) d'Haïti vivez-vous ?**
2. **Ki laj ou genyen? Quel est votre âge ?**
Les participants vont compléter le formulaire en y ajoutant leur âge
 - 18-24
 - 25-34
 - 35-44
 - 45-54
 - 55-64
 - 65 ou plis / *ou plus âgé*
3. **A ki sèks ou idantifye tèt ou? À quel genre vous identifiez-vous ?**
 - Fanm / *femme*
 - Gason / *homme*
 - Lòt / *autre*
4. **Ki pi wo nivo edikasyon ou resevwa? Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé ?**
 - M pa konn li ni ekri / *Je ne peux ni lire ni écrire*
 - M koumanse Edikasyon Primè / *J'ai débuté les études primaires*
 - M fini Lekol Primè (pase setifika) / *J'ai complété mes études primaires*
 - M koumanse lekòl Segondè / *J'ai débuté les études secondaires*
 - M fini lekòl segondè / *J'ai complété les études secondaires*
 - M nan Inivèsite oswa te koumanse Inivèsite / *Je suis à l'université actuellement ou j'ai entamé les études universitaires*
 - M nan lekòl Pwofesyonèl / *Je suis inscrit(e) dans une école professionnelle*
 - M gen Diplòm pwofesyonèl / *J'ai un diplôme d'études*

professionnelles

- M gen Diplòm oswa lisans inivèsite / *J'ai un diplôme universitaire*
- M nan metriz oswa m gen metriz deja/ *Je réalise une maîtrise/ Ou j'ai déjà obtenu une maîtrise*
- M nan dakota oswa m gen doktora deja / *Je réalise des études de doctorat ou j'ai déjà un diplôme de doctorat*

5. Èske w ap travay nan moman an? Avez-vous un emploi actuellement ?

- M ap travay / *Oui, j'occupe un poste à temps plein*
- M pa travay chak jou / *Oui, j'occupe un poste à mi-temps*
- M pa p travay / *Non, je suis au chômage*
- M se etidyan- m pa p travay / *Je suis un étudiant, je n'ai pas encore d'emplois*
- M se pansyonè / *Je suis à la retraite (je suis un pensionnaire)*

6. Kijan ou ta dekri sitiyasyon ekonomik ou? (Comment pourriez-vous décrire votre situation économique)

- M nan anpil difikilte / *Je connais de graves difficultés économiques*
- M apèn ka okipe tèt mwen / *Je peux à peine subvenir à mes besoins*
- M ka degaje m / *Je peux me débrouiller pour subvenir à mes besoins*
- M konfòtab / *Je suis confortable*
- M konsidere m nan kategori moun ki pi alèz la / *Je me considère parmi les plus nantis de la société, je suis à l'aise économiquement*

7. Èske ou idantifye tèt ou ak yon relijyon? Est-ce que vous vous identifiez à une religion ? Êtes-vous pratiquant d'une religion ?

- Katolik / *Catholique*
- Pwotestan / *Protestant*
- Vodouwizan / *Vodouisant pratiquant*
- Okenn relijyon / *Aucune affiliation religieuse*
- Lòt relijyon / *Autre religion*

8. Èske ou ap viv ak yon andikap?/ Vivez-vous avec un quelconque handicap (physique) ?

- Wi - Andikap fizik / *Oui, un handicap physique*
- Wi - Andikap fizik / *Oui, un handicap physique (cela nécessite l'utilisation de fauteuil roulant ou béquille)*
- Wi - Soud/Malantandan / *Oui, des difficultés auditives (cela nécessite l'utilisation d'appareil facilitant l'écoute/ oreille artificielle)*
- Wi - Pa wè byen, Avèg / *Oui, des troubles de vue, Aveugle*
- Wi- Lòt andikap / *Oui, autres handicaps*
- Non / *Non*

9. Kijan w ka dekri kote w abite a ? Comment pourriez-vous décrire votre maison / quartier ?

- Lavil / *Zone urbaine*
- Pre vil la / *Zone péri-urbaine*
- Andeyò / *Zone rurale*

II. Patisipasyon Politik ak Pèsepsyon / Participation politique et perception

10. Eske ou gen kat elektoral? / Avez-vous une Carte d'Identification Nationale (CIN) ?

- Wi / *Oui*
- M pa kwè/ *Je ne crois pas*
- Non - akoz Pwoblèm aksè / *Non, problème d'accessibilité aux centres*
- Non- gen Twòp moun nan sant yo / *Non, les centres sont trop remplis / impraticables*
- Non- sa ap pran twòp tan / *Non, la durée des services est trop longue*
- Non - sa pa enterese m / *Non, je ne suis pas intéressé à obtenir cette carte*
- Non- M pa fye pwosesis la / *Non, je ne fais confiance au processus d'enregistrement pour la CIN*
- Non- pou lòt rezon / *Non, autres raisons*

11. Kijan w evalye pwosesis pou anrejistre pou w vote a (Pwosesis pou fè kat elektoral la)?/ Comment évaluez-vous le processus d'enregistrement pour la CIN ?

- Pa bon ditou/ *Très mauvais*
- Pa twò bon/ *Mauvais*
- Ni bon ni pa bon/ *Ni bon ni mauvais*
- Bon/ *Bon*
- Bon anpil/ *Très bon*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'avis sur le processus*

12. Eske ou vote deja?/ Par le passé, avez-vous déjà voté à une élection ?

- Wi / *Oui*
- Non m pa t ko gen laj / *Non, je n'avais pas encore 18 ans*
- Non m pa t vle / *Non, je ne voulais pas*
- Non m pa t kapab/ *Non, je ne pouvais pas*
- Non- Pou lòt rezon / *Non, pour d'autres raisons*

13. Eske w pral vote si gouvènman sa òganize eleksyon?/ Iriez-vous voter si l'actuel gouvernement [d'Ariel Henry] organisait des élections ?

- M ap vote san mank / *Oui, j'irai voter*
- Gen anpil chans pou m vote / *Oui, il y a de fortes chances*
- M pa p vote nan eleksyon gouvènman sa / *Non, je ne participerai aux élections organisées par ce gouvernement*
- M pa p vote nan okenn eleksyon / *Non, je n'irai pas voter aux prochaines élections (peu importe le gouvernement en place)*
- Sa depan de sitiyasyon sekirite a / *Cela dépend des conditions de sécurité*
- Sa depan de kote biwo vòt la ye a / *Cela dépend de la location de mon bureau de vote*
- Sa depan de si pa gen lapli/move tan jou a / *Cela dépend des conditions de météo (pluies, inondations le jour des élections)*
- Pa gen anpil chans pou m vote/ *Il y a peu de chances que j'aille voter (aux prochaines élections)*

14. Èske ou patisipe nan yonn nan aktivite sa yo deja? / Avez-vous déjà participé à l'une de ces activités ?

- Lis aktivite yo/ *Liste des activités*
- Eske w patisipe nan yon rankont sitwayen nan kominote w la deja? *Avez-vous déjà participé à une rencontre citoyenne (de citoyens) au sein de votre communauté ?*
- Eske w patisipe nan yon konsiltasyon piblik deja? *Avez-vous déjà participé à une consultation publique ?*
- Eske w fè volontarya pou yon pati politik oubyen kandida deja? *Avez-vous déjà réalisé du volontariat pour un parti politique ou un candidat ?*
- Eske w siyen yon petisyon deja? *Avez-vous déjà signé une pétition ?*
- Eske w patisipe nan sit-in, mach pasifik oswa manifestasyon deja? *Avez-vous participé à un sit-in, une marche pacifique ou une manifestation ?*
- Eske w se manm yon òganizasyon/asosyasyon kèlkonk, oswa konn patisipe nan aktivite yo, fè volontarya, bay kotizasyon elatriye?/ *Êtes-vous membre d'une organisation/ ou association ou avez-vous l'habitude de participer à des activités sociopolitiques, réaliser du volontariat ou cotiser pour des causes publiques, etc. ?*

Opsyon repons/ Les options à choisir

- M pa enterese a sa/ *Je ne suis pas intéressé*
- M pa ko janm fè sa / *Je n'y ai jamais participé*
- M pa ko janm fè sa men m swete fè sa / *Je n'y ai jamais participé, mais je compte le faire*
- Sa konn rive / *Oui, cela m'est déjà arrivé*
- M toujou patisipe/ *Oui, je participe toujours à ce genre d'activité*
-

15. Èske ou idantifye tèt ou ak yon pati politik patikilye oubyen yon ideyoloji politik? Vous identifiez-vous avec un parti politique ou une idéologie politique ?

- Wi m idantifye m a yon Pati politik espesifik/ *Oui, je m'identifie spécifiquement à un parti politique*

- Wi m idantifye a yon ideyoloji politik menm pa nan pati politik/ *Oui, je m'identifie à une idéologie politique, mais je ne suis pas membre d'un parti politique.*
- M pa nan okenn pati politik ni adere ak yon ideoloji politik/ *Je ne suis membre d'aucun parti politique et je n'adhère à aucune idéologie politique*
- M pa vle pale de politik ni fè politik/ *Je ne discute pas de politique, ni ne souhaite exercer des activités politiques,*
- M pa p janm pale de politik ni fè politik/ *Je ne discuterai jamais de politique, ni ne souhaite exercer des activités politiques (dans le futur).*
-

16. Eske w gen zanmi, fanmi, moun ki pwòch ou nan travay oswa legliz ki ap fè/ politik? /Avez-vous des amis, de membres de famille ou des contacts ou collègues de travail ou des personnes de votre religion (vos pratiques religieuses) qui participent à des activités politiques ?

- Wi/ *Oui*
- Non/ *Non*
- Petèt/ *Probablement*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'opinion là-dessus*

17. Kisa w panse de jan eleksyon òganize tradisyonèlman nan peyi a? Quelle est votre opinion sur le mode d'organisation des élections généralement dans le pays ?

- Pa bon ditou/ *Très mauvais*
- Pa twò bon/ *Mauvais*
- Ni bon ni pa bon/ *Ni bon, ni mauvais*
- Bon/ *Bon*
- Bon anpil/ *Très bon*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'opinion là-dessus*

18. Eske w gen konfyans nan fason nou fè eleksyon nan peyi a (sa vle di fason sistèm elektoral la fonksyone) / Avez-vous confiance dans le mode d'organisation des élections dans le pays (c'est-à-dire le mode de fonctionnement du système électoral) ?

- Wi/ *Oui*
- Non/ *Non*
- Non, pa sou gouvènman sa/ *Non, pas avec l'actuel gouvernement*
- Jamè/ *Jamais*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'opinion là-dessus*

19. Eske w konprann kisa demokrasi ye? Comprenez-vous ce qu'est la démocratie ?

- M konprann trè byen / *Oui, totalement*
- M konprann byen / *Oui, je comprends*
- M konprann ase byen / *Oui, je comprends assez bien*
- M Pa vreman konprann / *Je ne comprends pas totalement*
- M pa konprann / *Je ne comprends pas*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'opinion là-dessus.*

20. Eske w kwè nan demokrasi? Faites-vous confiance en la démocratie comme système politique ?

- Demokrasi se lè pèp la gen pouvwa pou chwazi gouvènman l vle nan libète. Chak moun gen dwa vote epi bay opinyon yo sou kijan peyi a dwe dirije. *La démocratie, c'est le système politique où le peuple a le pouvoir de choisir librement le gouvernement qu'il veut. Chacun a le droit de voter et de donner son avis sur la manière dont le pays doit être dirigé*

21. Eske w panse gen moun ki pral nan eleksyon, ki ka genyen eleksyon epi pote chanjman nan peyi a? Pensez-vous que les participants aux prochaines élections, les futurs gagnants seront en mesure d'apporter du changement dans les conditions de vie dans le pays ?

- Wi/ *Oui*
- Non/ *Non*
- Jamè/ *Jamais*
- M pa konnen/ *Je n'ai pas d'opinion là-dessus*

III. Konesans sou Sistèm Politik la / Connaissance sur le système politique :

22. Eske w konprann kijan leta foksyone?/ **Comprenez-vous le mode de fonctionnement de l'État?**

- Pa ditou/ *Pas du tout*
- Yon ti kras/ *Un peu*
- Aseptab/ *Assez bien*
- Byen/ *Bien*
- Trè byen/ *Très bien*

23. Eske w konn non twa branch pouvwa nan peyi a ak wòl yo? **Connaissez-vous les trois (3) branches de pouvoir dans le pays et leur rôle ?**

- Wi/ *Oui*
- M pa si / *Je n'en suis pas sûr*
- Non/ *Non*

24. Eske w ka fè diferans ant wòl Dirijan sa yo? **Pouvez-vous établir les différences entre les rôles de ces dirigeants ?**

Lis dirijan pou konpare yo/ Liste des dirigeants à comparer

- a. Majistra / Depite / *Maire/ Député*
- b. Depite / Senatè / *Député / Sénateur*
- c. Premye minis/ Prezidan *Premier Ministre/ Président*
- d. Majistra/Kazèk *Maire/ CASEC*
- e. Kou kasasyon/ Konsèy Siperyè pouvwa Jidisyè a / *Cour de Cassation/ Cour Supérieur du Pouvoir Judiciaire*
- f. Delege depatmantal / *Asec Délégué Départemental/ ASEC*

Opsyon repons/ *Les options à choisir*

- Wi/ *Oui*
- M pa si/ *Je n'en suis pas sûr*
- Non/ *Non*

25. Selon ki kritè ou evalye yon kandida? **D'habitude, selon quels critères évaluez-vous un candidat ?**

- Pwogram Politik li / *Son programme politique*
- Sou sa m gade nan nourel nan televizyon/ *Les informations diffusées à la télévision*
- Sa m li nan Atik nan jounal yo/ *Les articles de journaux*
- Asiste evènman kote kandida a ap adrese moun yo/ *Participation à des événements où le candidat s'adresse à la population*
- Mwen fè rechèch sou tout kanal yo avan mwen fè chwa mwen/ *Je réalise des recherches sur toutes les options (radio, journal, etc.) avant de choisir*
- Sa yo di sou li sou rezososal / *Les commentaires disponibles sur lui sur les réseaux sociaux*
- Selon sa m tande nan legliz/ *Selon les informations recueillies à l'église*
- Fanmi kandida a/ *Les proches (membres de famille) du candidat*
- Pati politik li soti/ *Son affiliation politique (le parti au sein duquel il milite)*
- Sa m tande nan bouch zanmi ak fanmi/ *Les informations collectées auprès de ses amis et membres de familles*
- Lòt/ *Autres*

IV. Bezwen ak aksè a Enfòmasyon Politik / Les besoins et accès aux informations politiques

26. Ki jan ou jwenn enfòmasyon sou politik ak eleksyon?/ **Par quels moyens accédez-vous aux informations sur la vie politique et les élections ?**

- Nourel televizyon/ *Les nouvelles télévisées*
- Pwogram radyo/ *Les nouvelles radiodiffusées*
- Jounal ak magazin / *Journaux et magazines*
- Sitnourel sou entènèt(Medya anliy)/ *Les nouvelles (médias) en ligne*
- Platfòm medya sosyal/ *Les médias sociaux*
- Rasanbleman ak reyinyon politik/ *Rassemblements et réunions politiques*
- Diskisyon ak zanmi ak fanmi/ *Dialogues avec des amis/ membres de familles*
- Nan legliz/ *À l'église*
- Lòt/ *Autres*

27. Ki sous enfòmasyon ou fè konfyans? **Quelles sources d'informations faites-vous confiance ?**

- Nourel televizyon/ *Les nouvelles télévisées*
- Pwogram radyo/ *Les nouvelles radiodiffusées.*
- Jounal ak magazin / *Journaux et magazines*
- Sitnourel sou entènèt(Medya anliy)/ *Les nouvelles en ligne*
- Facebook
- Twitter
- Whatsapp
- Rasanbleman ak reyinyon politik/ *Les rassemblements et réunions politiques*

- Diskisyon ak zanmi ak fanmi/ *Discussions avec des amis/ membres de famille*
- Legliz/ *Église*
- Lòt/ *Autres.*

28. Nan kontèks eleksyon ki gen pou òganize nan peyi a, ki enfòmasyon sou politik peyi a ou plis bezwen pou w ka prepare pou vote? / Dans le contexte de l'organisation des prochaines élections, quel type d'informations sur la situation politique pourraient vous aider à mieux voter ?

Questions à choix multiples

- Politik ak ajanda politik diferan pati yo/ *Les pratiques et l'agenda politique des différents partis politiques*
- Istorik ak kalifikasyon kandida politik yo/ *Le parcours et les qualifications des candidats*
- Dat eleksyon k ap vini yo ak pwosedir/ *Les dates retenues pour les prochaines élections et le processus*
- Repòtaj ak analiz sou Pèfòmans ak reyalizasyon gouvènman aktyèl la/ *Les reportages sur la performance et les réalisations de l'actuel gouvernement*
- Detay sou refòm politik ak lejislasyon/ *Les détails sur les réformes politiques et la législation*
- Dwa politik ak patisipasyon sitwayen yo/ *Les droits politiques et la participation des citoyens*
- Relasyon entènasyonal ak politik etranje/ *Les relations internationales et la politique étrangère*
- Politik ekonomik ak enpak yo/ *Les politiques économiques et leurs impacts*
- Pwoblèm sosyal ak repons gouvènman an/ *Les problèmes sociaux et les réponses du gouvernement*

29. Ki bezwen ki pi ijan ou genyen kòm sitwayen? Quel est besoin le plus urgent actuellement, comme citoyen ?

Choisissez les trois (3) plus urgents

- Jwenn manje pou mwen ak fanmi m/ *Accès à la nourriture (pour moi et ma famille)*
- Sèvis swen sante ak aksè a swen sa yo/ *L'accès aux soins de santé*
- Opòtinite travay ak bon travay/ *Emploi et la sécurité de l'emploi*
- Edikasyon ak fòmasyon dekalite/ *Éducation de qualité et la formation (continue)*
- Sekirite/ *Sécurité*
- Lojman abòdab/ *Accès à des logements au prix abordable*
- Pwoteksyon Kont katastwof natirel/ *Protection contre les catastrophes naturelles*
- Transpò ak enfrastrikti piblik/ *Transport et les infrastructures publiques*
- Aksè a dlo pwòp ak asenisman/ *Accès à l'eau potable et à l'assainissement*
- Reprèzantasyon politik ak gouvènans/ *la représentation politique et la gouvernance*
- Kredi/ *L'accès au crédit*
- Lòt (tanpri presize)/ *Autres (précisez)*

30. Kisa ki ka motive w patisipe nan aktivite politik nan peyi a? Quels facteurs pourraient vous motiver à participer à une activité politique dans le pays ?

Vous pouvez choisir trois (3) éléments de réponses

- Plis enfòmasyon aksesib sou pwoblèm yo ak

pwopozisyon kandida ak pati politik yo/ *Plus d'informations sur les problèmes et les propositions des candidats et des partis politiques.*

- Plis prèv transparans ak enfòmasyon fyab bò kote gouvènman an/ *Plus de transparence et des informations fiables sur les activités du gouvernement/ de l'État.*
- Plis opòtinite pou patisipasyon dirèk nan pran desizyon politik/ *Plus d'opportunités pour participer directement dans la prise de décision politique.*
- Politik piblik ak aksyon ki bay rezilta fas a bezwen kominote mwen an/ *Des politiques publiques et des actions/ initiatives qui ont des résultats (concret) face aux besoins de ma communauté.*
- Pi gwo efò bò kote sosyete sivil la ak medya pou redui kòripsyon ak Tizanmi nan politik la/ *Plus d'efforts du côté de la société civile et des médias pour réduire la corruption et le favoritisme au niveau de la politique (de l'administration publique).*
- Pi gwo efò bò kote lidè politik ak lidè kominote yo pou redui kòripsyon ak Tizanmi nan politik la/ *Plus d'efforts du côté des leaders politiques et des leaders communautaires pour réduire la corruption et le favoritisme au niveau de la politique/ de l'administration publique.*
- Lidè politik nou ka fè konfyans/ *Des leaders politiques dignes de confiance*
- Plis divèsite ak reprèzantasyon nan pwofil moun ki nan politik la/ *Plus de diversité et de représentativité dans le profil des candidats et/ ou politiciens.*
- Pwosesis vòt ki pi pratik (tankou vòt anliy, jounen vòt ki pi

long)/ *Des processus de vote plus pratique, tels : le vote en ligne, des journées de vote plus longues.*

- Edikasyon ak atelye sou angajman sivik ak pwosesis politik/ *Éducation et atelier sur l'engagement civique et le processus politique.*
- Pi plis aplikasyon lwa kont entimidasyon votè ak fwod elektoral/ *Plus d'actions concrètes pour l'application de lois contre l'intimidation des votants et contre les fraudes électorales.*
- Plis sekirite/ *Amélioration des conditions de sécurité.*
- Lòt/ *Autres.*

31. Kijan jounalis yo ka fè w jwenn pi bon enfòmasyon sou politik peyi a ? Comment les journalistes pourraient-ils vous aider dans l'accès à de meilleures informations sur la vie sociopolitique du pays ?

- Fè bon jan ankèt sou sak ap pase nan sosyete a/ *Réaliser des enquêtes sur le fonctionnement de la société*
- Fè bon jan ankèt sou aktè politik yo/ *Réaliser des enquêtes sur les acteurs politiques*
- Fè emisyon ki plis edikatif/ *Organiser des émissions éducatives*
- Itilize lòt kanall pou bay nouvèl/ *Utiliser d'autres canaux*

de communication pour diffuser les émissions de nouvelles.

- Itilize nouvo fòm pou bay nouvèl/ *Utiliser de nouveaux formats de diffusion des nouvelles*
- Bay lòt moun pale ak ekri (pluralism dans les medias)/ *Faciliter l'intervention de personnes aux idées alternatives dans les médias/ Pratiquer du pluralisme dans les médias.*

Mèsi dèske w fin ranpli kesyonè a. Nou trè rekonesan pou tan ou te pran pou ede nan analiz nou pral fè a. N ap gen pou pataje rezilta sa yo avèk tout moun atravè kanal kominikasyon Pòlicite yo. Si w vle kite yon remak pou nou pa ezite ekri nou sou contact@policite.org oswa sou rezososal.

Merci d'avoir complété le questionnaire. Nous sommes très reconnaissants du temps que vous avez pris pour nous aider dans l'enquête. Nous devons partager ces résultats avec tout le monde via les canaux de communication de Pòlicité. Si vous souhaitez laisser un commentaire, n'hésitez pas à nous écrire à contact@policite.org ou sur les réseaux sociaux.

Annexe 2 : Profil démographique des participants

Mode de participation

59 % des participants ont été interrogés en personne, tandis que 41 % ont répondu au questionnaire en ligne

Région/Département

La région de l'Ouest a le taux de participation le plus élevé, tandis que les Nippes ont le taux le plus bas. La majorité des répondants, environ 30 %, proviennent du département de l'Ouest, qui est la région la plus peuplée du pays, avec une estimation de 33,77 % de la population en 2015, selon les données compilées sur la base d'une projection du bureau des statistiques IHSI²⁷.

Cette région comprend la capitale et un grand centre urbain, ce qui pourrait expliquer sa plus forte représentation dans l'enquête.

Dans tous les autres départements, le taux de participation se situe entre 7 % et 10 %. Certaines régions, comme les Nippes, ont une représentation nettement plus faible, avec seulement 3 % du total des répondants. Ce chiffre plus faible pour les Nippes pourrait s'expliquer par le fait qu'on y passe moins de jours et qu'on y participe moins en ligne. D'autres régions, comme Grand'Anse et Nord-Est, avaient des pourcentages à un chiffre.

Âge des personnes interrogées

La population est répartie entre les différents groupes d'âge comme suit : 18-24 ans : 18%, 25-34 ans : 37%, 35-44 ans : 24%, 45-54 ans : 11%, 55-64 ans : 6 %, et 64 ans et plus : 3%.

Répartition des répondants par âge et par sexe

Les femmes sont plus nombreuses dans le groupe d'âge des 18-24 ans, le seul groupe d'âge où il y a plus de femmes que d'hommes. Plus de femmes dans le groupe d'âge le plus jeune ont participé à l'enquête que dans les groupes d'âge plus élevés. Plus l'âge augmente, plus la proportion d'hommes répondant à l'enquête s'accroît. Cette tendance peut être considérée comme positive, car elle suggère que les jeunes femmes sont plus intéressées par les enquêtes que les femmes plus âgées.

Dans le groupe d'âge des 18-24 ans, 57 % des répondants étaient des femmes et 43 % des hommes. Dans la tranche d'âge 25-34 ans, la répartition était de 48% de femmes et 52% d'hommes. Dans la tranche d'âge des 35-44 ans, les femmes représentaient 45 % et les hommes 55 %.

Dans la catégorie des 45-54 ans, le pourcentage de femmes était de 42 % et celui des hommes de 58 %. Dans la tranche d'âge 55-64 ans, les femmes représentaient 41% et les hommes 59%. Dans la catégorie des 64 ans et plus, les femmes et les hommes représentaient respectivement 41 % et 59 %

Genre

Les femmes représentent 48 % des répondants, les hommes 52 % et moins de 1 % se sont identifiés comme « autres ».

Éducation

Quel est le niveau d'études le plus élevé que vous ayez atteint?

Les répondants à l'enquête sont issus de milieux éducatifs divers, allant de l'absence d'éducation formelle au niveau du doctorat, avec un nombre plus élevé de répondants ayant obtenu une licence ou une formation universitaire que de répondants ayant d'autres niveaux d'éducation. Seuls 5,05 % des répondants ont terminé l'école primaire, tandis que 13,53 % ont terminé l'enseignement secondaire. Une part importante des personnes interrogées (20,72 %) ont obtenu une licence, tandis que 12,20 % ont suivi une formation professionnelle. 19,59 % ont fréquenté l'université et 3,75 % sont titulaires d'une maîtrise. Seuls 0,63% des répondants ont obtenu un doctorat.

Une petite partie des personnes interrogées (3,47%) ont fréquenté l'école primaire mais ne l'ont pas achevée, tandis que 9,95% ont fait des études secondaires mais ne les ont pas achevées. 4,80% ont suivi une formation professionnelle partielle. 6,31% des personnes interrogées n'ont pas reçu d'éducation formelle, ce qui inclut les personnes analphabètes.

27. <https://ihsi.gouv.ht/indicator-population>

Répartition des répondants par niveau d'éducation et par sexe

La répartition des niveaux d'éducation entre les hommes et les femmes est relativement équilibrée. Les hommes et les femmes sont presque aussi nombreux à avoir terminé l'école primaire, mais les hommes sont légèrement plus nombreux que les femmes à avoir terminé l'école secondaire et à avoir obtenu un diplôme professionnel. Le pourcentage d'hommes et de femmes titulaires d'une licence est également égal.

Les femmes sont plus nombreuses à avoir fréquenté l'école primaire sans l'achever, tandis que les hommes sont plus nombreux à avoir suivi une partie de l'enseignement secondaire. Les femmes sont légèrement plus nombreuses à avoir fréquenté l'université sans l'avoir achevée.

Au niveau des diplômes supérieurs, les femmes sont légèrement plus nombreuses à détenir un doctorat, tandis que les hommes sont plus nombreux à détenir une maîtrise. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir suivi d'études formelles.

Situation économique

Comment décririez-vous votre situation économique ?

42 % des personnes interrogées ont indiqué que leur situation économique était «très difficile». 36 % ont déclaré qu'ils «s'en sortaient». 18% ont déclaré qu'ils «s'en sortent à peine». Moins de 1% des personnes interrogées se considèrent comme «aisées».

Situation professionnelle

Les répondants se répartissent entre les différents types de statuts professionnels, mais il y a plus de chômeurs (38,17%) et presque autant d'employés (35,96%).

Sur l'ensemble des répondants, la catégorie, la plus importante représente 38,17% du total et comprend ceux qui sont actuellement au chômage. Près de ce chiffre, 35,96% sont employés à temps plein, tandis que 15,39% travaillent à temps partiel. Les étudiants qui ne font pas partie de la population active représentent 10,13 % des répondants. Moins de 1 % des participants sont retraités.

Situation de handicap

Vivez-vous avec un handicap que vous souhaiteriez divulguer ?

Le handicap n'est pas très répandu parmi les personnes interrogées. La majorité d'entre elles (91 %) ont indiqué qu'elles ne souffraient d'aucun handicap.

Seulement 10 % environ des personnes interrogées ont déclaré souffrir d'une forme ou d'une autre de handicap, ce qui représente une variété de types de déficiences. Les déficiences physiques et visuelles sont les types de handicaps les plus fréquemment déclarés.

Parmi les personnes interrogées, 3 % ont déclaré avoir un handicap physique ne nécessitant pas de fauteuil roulant, 3 % ont déclaré avoir une déficience visuelle, 2 % ont déclaré avoir un «autre» type de handicap, 1 % a déclaré avoir un handicap physique nécessitant un fauteuil roulant et 1 % a déclaré avoir une déficience auditive.

Religion

Vous identifiez-vous à une religion particulière ?

Les participants à l'enquête appartiennent à un paysage religieux diversifié. Plus de la moitié des personnes interrogées (66 %) s'identifient aux principales confessions chrétiennes, à savoir le protestantisme et le catholicisme. Le vaudou représente 8,5 % des participants.

Un pourcentage important, 20 %, ne s'associe à aucune religion, ce qui indique une démographie non religieuse. Parmi les participants, le groupe le plus important s'identifie comme protestant, soit 37%. Le deuxième groupe le plus important est celui des catholiques, avec 29 % des répondants. Un plus petit segment, représentant 5,3 % des répondants, s'identifie à une « autre » religion.

Lieu de résidence

Comment décrivez-vous votre lieu de résidence ?

Les répondants à l'enquête proviennent de différents milieux, un peu plus nombreux à résider dans les zones urbaines, suivis par les résidents des zones périurbaines.

Cela pourrait être dû à la tendance à l'urbanisation ou au fait que l'enquête a touché davantage de populations urbaines. Près de la moitié des personnes interrogées, soit 49,28 %, vivent dans des zones urbaines.

Plus d'un tiers des répondants, 36,31%, décrivent leur situation de vie comme étant périurbaine, ce qui fait généralement référence aux zones situées à la périphérie des villes. Une plus petite partie des répondants, 14,41%, ont identifié leur résidence comme étant rurale.

Annexe 3 : Profil des répondants par mode de participation à l'enquête

Participation en ligne et en personne dans les différentes régions

Dans chaque région, la participation aux enquêtes sur le terrain dépasse largement la participation en ligne. La région où la participation en personne est la plus élevée est le Sud-est avec 86 %, et la plus faible est l'Ouest avec 68 %.

Inversement, le Sud-est a également le taux de participation en ligne le plus faible (14 %), tandis que le taux le plus élevé se situe entre la Grand'Anse et le Nord (29 %).

Participation en ligne et genre

Les femmes participent davantage aux enquêtes sur le terrain (56 %) qu'aux enquêtes en ligne (44 %), tandis que les hommes participent davantage aux enquêtes en ligne (62 %) qu'aux enquêtes sur le terrain (38 %).

Répartition par âge des répondants en ligne et en personne

La jeune génération préfère les enquêtes en ligne, tandis que les générations plus âgées ont tendance à participer davantage en personne. C'est dans la tranche d'âge des 35-44 ans que le pourcentage de participation aux enquêtes en ligne est le plus élevé (41 %). Au-delà de 35 ans, le pourcentage de participation en ligne diminue de façon constante dans toutes les tranches d'âge, pour atteindre 8 % dans la tranche d'âge des 64 ans et plus.

La participation aux enquêtes en personne est la plus élevée dans le groupe d'âge des 64 ans et plus, avec un taux de participation de 92 %. Il reste relativement élevé dans la tranche d'âge des 55-64 ans, avec un taux de 80 %. Cependant, le taux de participation est significativement plus bas pour le groupe d'âge des 18-24 ans, avec 67%, et le plus bas pour le groupe d'âge des 25-34 ans, avec 47%.

Lieu de résidence

Comment décrivez-vous votre lieu de résidence ?

Les répondants ruraux préfèrent massivement les enquêtes sur le terrain, avec 80 % de participation à cette méthode, alors que seulement 20 % préfèrent les enquêtes en ligne. En revanche, les habitants des zones urbaines et périurbaines sont également partagés entre les enquêtes en ligne et les enquêtes sur le terrain. Les zones urbaines ont une préférence légèrement plus marquée pour les enquêtes sur le terrain (56 % sur le terrain contre 44 % en ligne), tandis que les zones périurbaines ont 45 % d'enquêtes en ligne et sur le terrain (55 % chacune).

Cela peut suggérer que les méthodes d'enquête en ligne sont plus accessibles ou préférées dans les zones urbaines et périurbaines, peut-être en raison d'une meilleure connectivité à l'internet ou d'un taux d'adoption de la technologie plus élevé. À l'inverse, la forte préférence pour les enquêtes sur le terrain parmi les participants ruraux pourrait indiquer un accès limité à l'internet ou un plus grand engagement envers les méthodes de collecte de données en personne dans les zones moins urbanisées.

Confiance dans le processus électoral et mode de participation

- Jamais fait confiance au processus électoral : Les personnes qui n'ont jamais fait confiance au processus électoral sont presque également divisées, une légère majorité d'entre elles ayant répondu à l'enquête en personne (52,5%).
- Incertitude quant à la confiance : La plupart des personnes incertaines quant à leur confiance dans le processus électoral ont répondu à l'enquête en personne (60%).
- Ne font pas confiance au processus électoral : La plupart de ceux qui n'ont pas confiance dans le processus ont également répondu à l'enquête en personne (60%).
- Méfiance conditionnelle : Les personnes qui ne font pas confiance au processus électoral sous le gouvernement actuel sont plus susceptibles d'avoir répondu à l'enquête en personne (64%).
- Confiance dans le processus électoral : Il est intéressant de noter que les personnes qui ont confiance dans le processus électoral sont plus susceptibles d'avoir participé en ligne (58%). On peut craindre que les personnes ayant répondu en personne aient dit ce qu'elles pensaient être politiquement correct. Ce résultat ne le confirme pas.

Mode de participation et croyance en la démocratie

- N'a jamais cru en la démocratie : 73,3 % des répondants ont participé en personne, tandis que 26,7 % ont participé en ligne.
- Indifférent à la démocratie (ni oui ni non) : 84,9% des répondants ont participé en personne, tandis que 15,1% ont participé en ligne.
- Ne croit pas en la démocratie : 73,7 % des répondants ont participé en personne, tandis que 26,3 % ont participé en ligne.
- Croire en la démocratie, mais pas telle qu'elle est en Haïti : 52,6% des répondants ont participé en ligne, tandis que 47,4% ont participé en personne.
- Croire en la démocratie : 51,5% des répondants ont participé en ligne, tandis que 48,5% ont participé en personne.

On peut craindre que les personnes ayant participé en personne aient dit ce qu'elles pensaient être politiquement correct. Ce résultat ne le confirme pas, car davantage de personnes ayant participé en personne ont déclaré n'avoir jamais cru en la démocratie.

ENQUÊTE SUR LES BESOINS DES CITOYENS ET LEUR COMPRÉHENSION DU SYSTÈME POLITIQUE HAÏTIEN

